

AUJOURD'HUI

Éditorial

La sympathie pousse à épouser aisément la cause de la « souveraineté » des nations autochtones. Mais il est irréaliste de demander au Québec, et au Canada, de devancer rapidement le droit international encore bien prudent en cette affaire. L'éditorial de Lise Bissonnette.

Page A-6

Idées

La Commission des droits de la personne réitère auprès des communautés mohawks cet appel à une négociation qui passe nécessairement par la mise de côté des armes.

Page A-7



De Maizière ne peut plus attendre

Appuyé par son confrère de l'Ouest, le premier ministre allemand Lothar de Maizière a proposé d'avancer les élections pangermaniques du 2 décembre au 14 octobre.

Page A-5

Les voisins du Liberia exaspérés

Exaspérés par la boucherie qui se poursuit chez leur voisin libérien, quelques pays limitrophes, dont le Nigeria, songent de plus en plus à intervenir militairement.

Page A-5

Le pillage de l'Amazonie

Malgré les promesses du nouveau gouvernement brésilien, l'afflux des chercheurs d'or en Amazonie met en péril la survie des Indiens Yanomamis, jadis l'un des groupes amérindiens les plus nombreux.

Page A-4

Les syndicats appuient Duceppe

Les centrales syndicales québécoises accordent leur appui au député du Bloc québécois à l'élection de Laurier/Sainte-Marie, Gilles Duceppe, sans toutefois se ranger derrière la formation elle-même.

Page A-2

Vers un autre choc pétrolier ?

Personne parmi les analystes prévoit de manque de pétrole brut, mais aucun d'entre eux ne se risque à éliminer la possibilité d'un choc pétrolier à la suite du conflit du Golfe.

Page B-1



Daniel Desjardins

Il faut bien plus que des bagages...

Il faut bien plus que des bagages pour voyager, dit la chanson. Daniel Desjardins l'a compris et a mis sur pied une librairie qui est devenue le paradis du globe-trotter.

Page C-1

Moscou et Washington lancent un appel conjoint contre l'Irak

Bagdad pourrait retirer ses troupes du Koweït dès demain

d'après AFP et Reuter

MOSCOU — Dans un geste sans précédent dans l'histoire, l'Union soviétique et les États-Unis ont réagi de concert dans une crise internationale en condamnant d'une même voix « l'attaque grossière » de l'Irak contre le Koweït et en demandant, hier, au monde de cesser toutes les livraisons d'armes à Bagdad.

Cet appel tout à fait inédit, lu à la presse par le ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze dans un aéroport de Moscou après un bref entretien avec le secrétaire d'État américain James Baker, est assorti d'une condamnation sans équivoque de l'invasion irakienne.

C'est la première fois que Moscou et Washington condamnent dans une telle déclaration commune un pays du tiers monde, et qui plus est allié de longue date de l'URSS.

Pendant ce temps, Bagdad annonçait que l'Irak commencerait demain à retirer ses troupes du Koweït, à la condition que la « sécurité » des deux pays, l'envahisseur et l'envahi, soit « assurée ».

Les rapports fragmentaires sur la situation à l'intérieur du Koweït faisaient cependant état, hier, d'une avancée des troupes irakiennes vers la frontière de l'Arabie saoudite, avancée dé-

mentée par Bagdad.

« Aujourd'hui, les gouvernements d'Union soviétique et des États-Unis prennent l'initiative inhabituelle de demander directement à la communauté internationale de se joindre à la suspension de nos livraisons d'armes à l'Irak », déclarent les deux grandes puissances.

« Les gouvernements qui se lancent dans des agressions flagrantes doivent savoir que la communauté internationale ne peut pas tolérer cela, et ne le tolérera pas ».

Moscou et Washington invitent les autres gouvernements à prendre des « mesures concrètes » contre Bagdad et demandent à l'Irak de retirer ses forces armées du territoire koweïtien et de rétablir « la souveraineté et l'intégrité » du Koweït.

Avant la lecture du communiqué, Chevardnadze avait déclaré à la presse que Moscou avait reçu l'assurance, « à la suite de contacts à divers niveaux », que Bagdad allait bientôt retirer ses troupes du Koweït.

Mais « si les Soviétiques étaient réellement convaincus que Saddam Hussein était sur le point de retirer ses forces, ils ne se seraient pas joints aux Américains dans cette déclaration », a estimé un analyste étranger à Moscou.

Voir page A-8 : Moscou



L'appel conjoint historique soviéto-américain a été signé à l'aéroport de Moscou par le secrétaire d'État James Baker et son homologue soviétique Edouard Chevardnadze.

Des citoyens en colère dressent à leur tour des barrages routiers

Caroline Montpetit

PLUSIEURS CENTAINES de manifestants de la rive sud de Montréal ont formé des chaînes humaines, hier, bloquant le pont Champlain, les routes 15 et 132 dans la région de Candiac et de Saint-Constant pour protester contre les barricades érigées par les Mohawks de Kahnawake depuis 23 jours à l'entrée du pont Mercier.

Ces premiers vrais barrages routiers initiés par des Blancs depuis le début de la crise qui oppose les Mo-

hawks au gouvernement du Québec ont sérieusement perturbé la circulation sur la Rive-Sud, au cours de toute la journée d'hier.

Les manifestants, qui provenaient de plusieurs municipalités affectées par la fermeture du pont Mercier, ont d'abord réussi à bloquer l'accès au pont Champlain de 7 h 45 et 8 h 45, avant de se diriger vers la route 15, puis sur la route 132, à l'intersection de la rue Saint-Pierre, dans la municipalité de Candiac.

Les premières chaînes de citoyens, formées de piétons, d'automobilistes et de camionneurs, ont été rapidement démantelées de façon

plus ou moins pacifique par les policiers de la Sûreté du Québec.

Mais la SQ a dû procéder à au moins quatre arrestations au point le plus houleux des manifestations, sur la route 132, près de Saint-Constant. Ce dernier barrage n'a été démantelé que vers 18 heures.

Les dossiers des personnes arrêtées seront soumis au procureur général du Québec.

« Nous ne faisons que rendre ce que les Mohawks nous imposent », criaient les manifestants.

Les citoyens, des hommes et des femmes d'âge moyen, s'étaient ren-

Voir page A-8 : Barrages

Ryan annonce des compensations du gouvernement aux évacués d'Oka

d'après la Presse Canadienne

OKA — Le gouvernement provincial compensera les coûts du logement et des repas défrayés par les 62 familles d'Oka qui ont été forcées de quitter leur maison à cause du présent affrontement dans cette municipalité, a affirmé hier le ministre de l'Éducation Claude Ryan, également ministre responsable de cette région.

En visite à Oka, M. Ryan a par ailleurs apporté bien peu de réconfort aux propriétaires de commerces qui, avec l'absence de touristes, ont vu fondre leurs chiffres d'affaires. C'est

le gouvernement qui étudiera les pertes des commerces cas par cas, a dit M. Ryan.

M. Michel Beaulne, propriétaire du restaurant Clémentine, un quatre étoiles situé le long de la rivière Outaouais, a indiqué qu'il avait perdu 10 000 \$ par semaine depuis le 11 juillet. Lui et quelque 70 autres commerçants d'Oka se sont réunis jeudi pour discuter de leurs pertes.

« Nous nous demandons sérieusement si nos commerces survivront », a déclaré M. Claude Amiot, propriétaire d'une marina, dont les

clients ne peuvent accéder à leurs embarcations à cause des barricades des policiers. « Jusqu'ici, nous n'avons pas encore eu de difficulté à effectuer nos paiements à la banque, mais ce sera le cas dans une semaine ou deux ».

M. Amiot, qui a été évacué avec sa femme et ses deux enfants, a cependant dit qu'il était satisfait de l'offre faite à l'hôtel de ville d'Oka par M. Ryan, concernant le logement et les repas.

Le gouvernement paiera 12 \$ par

Voir page A-8 : Ryan

Ce samedi-là, mon fleuve explosa en mille gouttes

Arllette Cousture
collaboration spéciale

À la publication de *Les Filles de Caleb* (chez Québec/Amérique) Arlette Cousture s'est rapidement installée comme romancière prisée du grand public. Elle s'est aussi imposée comme l'une des figures les plus sympathiques de la littérature québécoise. On achève d'ailleurs le tournage de la série télévisée tirée de cette saga des années 30. Et Mme Cousture peaufine un nouveau roman.

Dimanche

HEUREUSEMENT qu'il y a le gros encens qui colle aux narines et dont j'aime l'odeur, parce que la grand-messe... Heureusement aussi que je porte un manteau à col marinier et un joli chapeau à pompon

blanc parce que le retour à la maison aurait été plus qu'ennuyant... Heureusement surtout que j'ai de jolies chaussures en cuir noir verni qui craquent le long de la ligne pelouse-trottoir. J'ai demandé à ma mère pourquoi il n'y a pas de cuir de couleur. Elle m'a répondu que c'était parce qu'il n'y avait pas d'animaux de couleur. Je ne l'ai pas crue. Les crocodiles sont verts. Mais comme à présent tous les dimanches, il fait beau. Et endimanchée comme je le suis, je suis fière. Fait-il toujours beau le dimanche ? Dans ma tête, oui, sauf aujourd'hui... Quelles jolies chaussures j'ai. Je ne cesse de les regarder. J'entends mon pied droit crépiter sur le trottoir pendant que la gauche avance silencieusement sur la pelouse. Je me tiens en équilibre,



ne quittant pas des yeux ces beaux souliers qui me parlent au rythme de mes pas. Soudainement, j'entre dans l'univers des étoiles. Seule. Il paraît que je me suis assommée sur un parcmètre. Moi, tout ce que je sais c'est que mon chapeau est tombé et que j'entends des rires de moqueries. Au pays des étoiles, il y a des moqueries ? Je n'aime plus le pays des étoiles...

Lundi

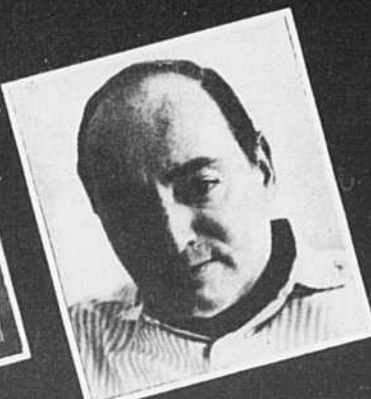
La nuit filtre tous les sons. Le sommeil m'a engourdi l'âme le temps d'une lune et aucun autre rêve que celui d'un voilier qui se berce sur une eau bleue avant de s'émietter en paillettes argentées ne vient troubler le calme et la profondeur de ma respiration. Je suis sans méfiance. Aujourd'hui, bientôt, dès que le soleil aura fini de pâler la couleur du rideau de ma chambre, tout sera comme hier. Tout à coup, on frappe plusieurs coups saccadés et rapides suivis de trois secs et espacés. J'ouvre les yeux et me précipite pour tirer le rideau. Je retiens mon souffle. J'hésite. Si j'ai bonne mémoire, ces coups répétés annoncent la création d'un spectacle qui m'impressionne déjà et

Voir page A-8 : Fleuve



Arllette Cousture

ÉTÉ SEUIL
Herbert
LIEBERMAN



LE TUEUR ET SON OMBRE

« Dans la lignée de *Nécropolis* et *La nuit du Solstice* voici un très bon Lieberman... On suit le tueur et son « copieur » avec horreur et fascination. »

Christiane Charette, *Bon Dimanche*

«...l'un des best-sellers de l'été...»
Gilbert Grand, *La Presse*

Phil Edmonston suggère que le NPD-Québec change de nom

OTTAWA (PC) — Selon le seul député néo-démocrate québécois au Parlement fédéral, M. Phil Edmonston, le NPD-Québec devrait compléter son indépendance face à son cousin fédéral en se donnant un nouveau nom, parce que les deux partis n'ont rien en commun.

Le NPD-Québec a décidé en 1989 de se dissocier du Nouveau Parti démocratique du Canada, après plusieurs années de tensions entre les deux regroupements politiques.

Un autre différend a fait surface la semaine dernière lorsque le NPD-Québec a demandé publiquement à la candidate néo-démocrate en vue des élections partielles fédérales dans Laurier/Sainte-Marie, Mme Louise O'Neill, de se désister afin de laisser le champ libre à M. Gilles Duceppe, candidat indépendant souverainiste.

Il n'y a plus aucune chance de réconciliation et la branche provinciale du NPD devrait maintenant s'affilier à un autre parti, a affirmé hier M. Edmonston au cours d'une entrevue accordée depuis Montréal.

« Le problème, c'est qu'ils ne peuvent véritablement trouver refuge dans un des vieux partis fédéraux, convient-il. Ils devront donc se trouver un autre nom ».

Comme plusieurs autres candidats



Phil Edmonston

qui se présentent dans Laurier/Sainte-Marie, Mme O'Neill, ancien membre de l'exécutif du NPD-Québec, s'est prononcée en faveur de la souveraineté du Québec.

M. Eric Darien, porte-parole de Mme O'Neill, doute que la déclaration de la semaine dernière ait causé du tort à la candidate néo-démocrate, car le NPD-Québec a perdu beaucoup de plumes lors des élections provinciales de septembre dernier.

Mais, admet-il, le fait qu'un groupe de néo-démocrates fasse campagne pour une candidate souverainiste peut nuire au parti fédéral. « Pour clarifier la situation, il serait utile de changer de nom, avoue-t-il. Les gens à l'extérieur du Québec ne savent pas que le NPD-Québec et le NPD-Canada sont des partis distincts ».

M. Michael Campbell-Balagus, directeur des communications du NPD-Canada, a déclaré se son côté que Mme Audrey McLaughlin, chef du parti, est plutôt mécontente de la situation et entend discuter du problème lors de la prochaine rencontre du conseil fédéral, en septembre à Ottawa.

Mme McLaughlin n'a pas contesté les visées souverainistes de Mme O'Neill. Le leader du NPD fédéral considère que, pour la majorité des Québécois, la souveraineté-association ne signifie par une scission complète du reste du Canada. Mais les séparatistes durs ne sont pas les bienvenues au sein du parti fédéral, a-t-elle ajouté.



Et de unel!
PHOTO PC

Les chantiers de la St. John Shipbuilding du Nouveau-Brunswick ont lancé hier le HMCS Halifax, la première frégate d'une série de douze destinées à

renouveler la flotte de la marine canadienne. Le navire doit entreprendre ses essais en mer le 7 août. Défauts de conception, mésententes entre le chantier et les sous-traitants, dont MIL Davie de Lauzon, et autres contretemps ont fait que le Halifax a subi un retard de construction de douze mois. Les Forces armées doivent en prendre livraison le 29 octobre... si tout va bien.

Les manifestations contre les révisions de l'aide sociale font boule de neige

QUÉBEC (PC) — Manifestant leur mécontentement sur l'air de « que la route est dure, dure, dure... », une vingtaine de bénéficiaires de l'aide sociale ont déposé directement leur demande de révision, hier, aux bu-

reaux du ministère de la Main-d'œuvre, rue Henri-Bourassa, à Québec. S'ils étaient si peu nombreux, c'est que plusieurs ont peur de voir leur maigre revenu diminuer davantage. Mais dès l'automne, si leur condition

ne s'est pas améliorée, certains prévoient des moyens de riposte beaucoup plus importants.

Un peu partout dans la province, de petits groupes d'assistés sociaux manifestent devant les bureaux du gouvernement. Hier, c'était au tour de l'Association pour la défense des droits sociaux du Québec métropolitain (ADDS) et de l'Association Roses du Nord (un groupe qui défend notamment les droits des femmes) de montrer leur mécontentement.

Le but de la manifestation d'hier, selon Alain Fortin, un porte-parole de l'ADDS, est de sensibiliser la population aux difficultés auxquelles font face bon nombre de bénéficiaires. « Nous voulons dire aux gens qu'on est tanné d'être coupés et que le système, mal géré, nous pénalise », clame-t-il.

La manifestation s'est déroulée dans le plus grand calme. Les bénéficiaires qui s'étaient rencontrés, jeudi, lors d'une séance d'information venaient déposer leur demande de révision, puis s'en retournaient.

S'ils étaient si peu nombreux, explique M. Fortin, c'est parce que plusieurs ont peur de voir leur chèque amputé davantage. « Certains aussi ne connaissent pas leurs droits. Pour eux, c'est trop compliqué de s'attaquer au système. Pour d'autres, c'est la seule crainte d'affronter l'opinion publique. Être assisté social amène des préjugés auxquels ils ne peuvent faire face », renchérit M. Fortin.

Mais ceux qui étaient présents en avaient long à dire. Coupés parce qu'ils partagent un logement (souvent avec un de leurs enfants) ou parce qu'ils n'entrent pas dans l'une des quatre conditions de disponibilité, tous s'entendaient pour dire que les récentes coupes négligeaient une foule de facteurs individuels.

Solange Giffard, une assistée so-

cial et mère de famille, déplorait le fait que ses médicaments ne soient dorénavant plus payés par le gouvernement. « On l'a augmenté, mon chèque, d'accord, mais je dois maintenant déboursier en médicaments beaucoup plus que l'augmentation que je reçois chaque mois », confie-t-elle.

Les femmes, selon Marie-Lyne Bouchard, membre de l'Association Roses du Nord, sont en outre plus pénalisées que les hommes dans cette réforme. « Un nombre important de femmes sont venues à nous. Elles sont démunies et encore plus appauvries par la coupure de 89 \$ par mois parce qu'elles gardent chez elles leur(s) enfant(s) ».

Et plus que bien d'autres, a-t-elle ajouté, les femmes sont prêtes à s'inscrire dans les quatre conditions de disponibilité. « Le plus grand problème cependant, c'est que les conditions ne tiennent pas compte de la situation de la mère », croit-elle.

Marie-Claude a une fillette. Elle dit avoir participé à presque tous les programmes du gouvernement. « J'ai effectué des travaux communautaires ainsi qu'un stage d'un an comme agent de bureau. Tout récemment, j'ai participé à un programme d'embauche dont le salaire est à 80 % subventionné. On ne m'avait pas dit, au gouvernement, que si j'échouais, si je ne travaillais pas toute la durée du contrat ou même si j'étais mise à la porte, que je serais coupée d'aide sociale pour plusieurs mois sous prétexte de non-disponibilité », raconte Marie-Claude.

« Ma fille était dans la rue, en sortant de la garderie, de 17 h à 19 h à attendre que je revienne d'un travail où on me traitait comme une incomptente. Tout ça parce que le travail qu'on m'avait donné était à plus de deux heures de chez moi. Bientôt, je crois que je devrai me prostituer si je veux arriver à joindre les deux bouts ! », scande-t-elle.

Dans les locaux du ministère, la présence du groupe n'a pas dérangé le quotidien. « Manifester est un droit. Les demandes qu'ils nous apportent seront prises et révisées », a dit Raymond Dorris, directeur régional au ministère de la Main-d'œuvre.

M. Dorris a affirmé de plus que les plaintes, comme les demandes de révision, ne sont pas plus nombreuses qu'à l'habitude. « Nous avions fait un sondage téléphonique, le mois dernier, auprès des bénéficiaires alors que nous leur expliquions les coupures à venir. Selon les résultats que nous avions alors obtenus, nous ne nous attendions pas à une augmentation des plaintes », poursuit-il.

Dans ce bureau comme ailleurs, aucune mesure de sécurité accrue n'avait été prévue pour le mois d'août. « En fait, tout est calme. Nous n'avons pas eu à faire face à de gros problèmes depuis l'entrée en vigueur de la réforme », conclut M. Dorris.

Les centrales syndicales appuient plus Duceppe que le Bloc québécois

Josée Boileau

POUR LES CENTRALES syndicales, appuyer la candidature de Gilles Duceppe dans Laurier/Sainte-Marie n'équivaut pas à un appui au Bloc québécois.

« La CSN n'appuiera jamais le Bloc si celui-ci devient un parti, soulignait avec force le secrétaire de la centrale, Pierre Paquette. Ce serait

contraire à nos statuts et si cette fois nous nous impliquons, c'est en raison du caractère exceptionnel de cette élection ».

Une analyse partagée par la CEQ mais que la FTQ, qui a l'habitude des prises de position partiales, nuance quelque peu en disant plutôt attendre les orientations qui seront prises par le Bloc.

Tout circonstanciel qu'il soit, l'appui est toutefois réel, comme le note le secrétaire général de la FTQ Fernand Daoust. Des militants accompagnent M. Duceppe pour son porte-à-porte, font des téléphones pour sa campagne. Les centrales ne feront toutefois aucun don en argent, respectant la Loi électorale du Québec qui ne permet que les dons individuels.

Les trois porte-parole ont souligné à maintes reprises en conférence de presse tout ce que leur appui a d'historique. Dans le cas de la CSN et de la CEQ, il s'agit même d'un précédent. Même le référendum de 1980 n'avaient pas entraîné de leur part une telle adhésion.

À leur défense, les centrales invoquent le choix de l'indépendance fait par leurs membres lors de récents congrès et le fait que la question nationale n'est plus strictement identifiée au Parti québécois. Mais la FTQ, la CSN et la CEQ déploieraient-elles autant d'efforts si M. Duceppe n'était pas lui-même issu du monde syndical ?

« Disons que l'occasion est intéressante, reconnaît Pierre Paquette, et nous sommes contents de pouvoir appuyer un souverainiste qui est aussi syndicaliste ».

« Nous avons toutes les garanties quant à la crédibilité du candidat », ajoute M. Daoust dont la centrale s'était commise dans le passé en faveur du NPD. Une époque bien révolue maintenant.

« Après l'échec de l'accord du lac Meech, nous ne pourrions plus jamais appuyer des candidats NPD au Qué-

bec, a-t-il dit. Sinon, ce serait une véritable contradiction ».

M. Daoust a même qualifié de mystification le fait que deux des trois candidats qui se présentent sous la bannière d'un parti fédéral, dont la candidate néo-démocrate Louise O'Neill, se déclarent aussi souverainistes. « On ne peut jouer sur les deux tableaux », a-t-il tranché.

Quant au paradoxe d'envoyer un souverainiste siéger à la Chambre des communes, le vice-président de la CEQ, Raymond Johnston, rétorque qu'il est important d'avoir au moins une personne de confiance à Ottawa et que le Québec a encore des intérêts à défendre là-bas.

Les moyens d'action ne devraient d'ailleurs pas manquer au Bloc, explique M. Duceppe, puisque celui-ci réclame simplement le même traitement que celui accordé au Parti égalité à l'Assemblée nationale.

« Le Canada anglais est sûrement aussi démocratique que le Québec », a-t-il ironisé.

En après-midi, les quatre principaux candidats de l'élection partielle du 13 août ont participé à un premier débat radiophonique à CKAC, qui sera diffusé lundi. Les candidats ont simplement repris les messages qu'ils véhiculent depuis le début de la campagne. Seules les répliques cinglantes de Mme O'Neill à l'endroit du libéral Denis Coderre ont ajouté un peu de piment à ce débat trop bref et qui sombrerait parfois dans le cafouillage.

Enfin, aucun candidat n'a voulu commenter la nouvelle du quotidien *The Gazette* qui révélait hier que le candidat conservateur Christian Fortin avait illégalement perçu un prêt de 17 000 \$ de la coopérative d'habitation qu'il avait fondée et dont il était membre. Des poursuites judiciaires avaient d'ailleurs été enclenchées et elles se sont réglées hors cour juste avant l'entrée de M. Fortin en politique. M. Fortin a qualifié l'affaire de « salissage ».

VOYAGES

Service de PUBLICITÉ 842-9645 LE

EUROPE			
Paris, à partir de.....	398\$		
Bruxelles, aller et retour, à partir de.....	469\$		
Londres ou Lyon ou Toulouse.....	449\$		
Montréal-Nice, à partir de.....	489\$		
Montréal-Nantes, à partir de.....	449\$		
EUROPE PROMOTION * ACHAT RACHAT			
	23 jours	30 jours	37 jours
CITROEN BX 19 TRD DIESEL D.A.	856\$	1040\$	1260\$
CITROEN BX 19 TRD A.D. DIESEL	921\$	1066\$	1280\$
CITROEN BX 17 TURBO DIESEL D.A.	875\$	1035\$	1250\$
CITROEN BX 19 BREAK DIESEL D.A.	856\$	1040\$	1260\$
CITROEN BX 17 TURBO ST DIESEL D.A.	890\$	1050\$	1270\$
PRIX LIVRAISON BRUXELLES			
POUR PARIS ET AMSTERDAM (FRAIS DE LIVRAISON)			
AIR - AUTO: CITROEN - RENAULT - PEUGEOT - VW - ALFA-ROMEO - NISSAN, ETC.			
CAMPERS VW ET CAMPERS ÉQUIPÉS CITROEN 2 CV			
3549 - CITROEN AX 10 5500 - BX DE BASE 3479 -			
BX 16 TRS AUTOMATIQUE 5174 - BX 19 TRD AUTOMATIQUE 51207 - BX 19 TRS 51109 - RENAULT 5F			
5590 - RENAULT 19 TR 5225 - RENAULT 21 GT 51295 - RENAULT STATION 51529 - PEUGEOT 205			
JR 3 PORTES 5456 - 309 5500, etc. CHOIX D'AUTO-MATQUES ET CAMPERS. LIVRAISON FRANCE-BELGIQUE-HOLLANDE, etc.			
VOYAGES S.E.T.A. VOYAGES			
Avion - bateau - billets pour croisières. Eurailpass pour chemin de fer européens. Forfaits vers Hawaï et Cuba - Les Antilles et les Caraïbes.			
SPÉCIAL-AUTO			
TOURING CLUB DE FRANCE			
1470, rue Peel (metro Peel), suite 721			
Tél.: 281-1040 Permis du Québec			

■ CHINE: multiples splendeurs ■

Découvrez la Chine avec des spécialistes

21 jours: Hong Kong, Canton, Guilin, Xian, Beijing, Shanghai, Hangzhou, Canton, Hong-Kong, Tokyo. Tout compris: avions, hôtels, accomp., transferts, repas, visites, boissons, spectacles, tour de Hong Kong, guides franc., visas, taxes.

Prochain départ: 30 septembre

Prix par pers. occ. double. Non compris: repas à Hong Kong, taxes d'aéroport, informations.

3325\$

MONY TOURS (514) 733-5396

5540 Côte-des-Neiges, Montréal H3T 1Y9 Permis du Québec

Quality Inn

Hull/Ottawa

souhaite la bienvenue à notre voisin, le

MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS

74\$ par chambre

*selon la disponibilité valide jusqu'au 31 août 1990

Incluant:

- deux billets d'entrée au Musée
- deux petits déjeuners américains
- deux cocktails de bienvenue
- stationnement gratuit (intérieur/extérieur)
- accès à la piscine

RÉSERVATIONS: **819-770-8550**

131, LAURIER • HULL/OTTAWA • CANADA J8X 3W3

CANONISATION À ROME

9 décembre 1990

Marguerite d'Youville

Première SAINTÉ née au Canada (Varenes)

Grand pèlerinage organisé pour cette célébration mémorable, à ROME et ASSISE avec extension en Terre Sainte ou en France.

Départ: jeudi, 6 décembre 1990

OPTION I (6 au 13 décembre) — Rome et Assise — Prix: 1 895,00 \$

OPTION II (6 au 20 décembre) — Rome, Assise, Terre Sainte — Prix: 2 975,00 \$

OPTION III (6 au 20 décembre) — Rome, Assise, France — Prix: 3 385,00 \$

Services inclus: TOUS les repas (pour les 3 options), hôtels de première catégorie supérieure, accompagnateurs professionnels, visites guidées, célébrations religieuses, audience du St-Père, taxes, frais de service, etc.

Nous avons été les organisateurs des pèlerinages à Rome lors des nombreuses béatifications des quinze dernières années. Notre expérience en ce domaine est garante de l'excellence de nos services.

DEMANDEZ NOTRE DÉPLIANT SPÉCIAL

PÈLERINAGES À L'ÉTRANGER DU CAP INC.

615, rue Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine (Québec)

G8T 4H3 — Tél.: (819) 376-1954 Permis du Québec

RANGEMENT DE GARDE-ROBES, MURS MIROIRS, PORTES MIROIRS ET BEAUCOUP PLUS

Visitez notre superbe salle d'exposition ou téléphonez pour obtenir une consultation GRATUITE à domicile.

Exclusiv

PORTES DE PLACARD ENCASTRÉES ET MEUBLES ENCASTRES CLOSET DOORS SHELVING & FITTED FURNITURE

GRANDE VENTE D'ÉTÉ, APPELEZ MAINTENANT

LUN. AU VEND. de 9h à 17h
SAMEDI DE 10h à 17h
APPELEZ MAINTENANT

1837, 32e Avenue (Via Côte-de-Liesse) 636-5597

2765 est, rue Sherbrooke (À l'est de Frontenac) 527-2487

EN BREF...

Le Conseil de presse dénonce les saisies

QUÉBEC (PC) — Le Conseil de presse du Québec dénonce avec véhémence la saisie par la Sûreté du Québec de vidéocassettes sur les événements du 11 juillet à Ôka et félicite les médias qui ont entrepris de contester devant les tribunaux le geste des forces policières. « Obliger médias et journalistes à devenir collaborateurs de la police dans l'exercice même de leurs fonctions c'est pervertir l'acte journalistique et le détourner de ses fins propres », écrit le président du Conseil, Marc Thibault. La Fédération nationale des communications (FNC) a aussi exprimé son indignation en soulignant que ces incidents « rappellent encore une fois l'urgence de mettre fin à des comportements abusifs de la part des autorités policières par l'adoption d'une loi sur la protection des sources et du matériel journalistiques ». En procédant à ces saisies, ajoute Louise Lévêque, secrétaire générale de la FNC, la SQ a brimé la liberté de presse et miné la crédibilité des journalistes en les faisant paraître aux yeux du public comme des auxiliaires de police. Le président du Conseil de presse explique que le Conseil reconnaît qu'en certains circonstances, l'intérêt public peut se voir écartelé entre, d'une part, l'administration pleine et entière de la justice à assurer et, d'autre part, la garantie de la préservation de l'information la plus impeccable possible pour le public. Il devrait appartenir au tribunal de trancher alors entre ces deux aspects difficilement compatibles de l'intérêt public, ajoute M. Thibault.

Sus à la propagande du KKK à Châteauguay

LA LIGUE des droits de la personne de B'Nai Brith a dénoncé hier « la propagande raciste du Ku Klux Klan à Châteauguay », en se référant à un feuillet distribué ces jours-ci à proximité des barricades. Le feuillet émane de Longitude 74 KKK, branche québécoise de « l'organisation raciste la plus importante d'Amérique du Nord ». Au nom de B'Nai Brith, M. Stephen Sheinberg dit croire que le Ku Klux Klan essaie de tirer profit de l'actuelle frustration des résidents de Châteauguay et d'apporter un « message de haine raciale dans un contexte déjà chargé d'émotivité ». Rédigé dans un français approximatif, le feuillet de propagande du KKK affirme que les Mohawks doivent respecter la majorité blanche : « Ces Amérindiens... détestent le Québec et ces (sic) habitants à s'en confesser », etc. En caractères plus petits, les propagandistes du KKK rappellent qu'il existe « des milliers d'organisations travaillant en faveur des étrangers. Mais combien sont celles qui défendent les valeurs et les idéaux de la majorité blanche », avant de faire allusion à une « discrimination inverse » en faveur des minorités, au travail, au niveau scolaire... « Nous sommes déterminés à maintenir et enrichir notre héritage culturel et racial », conclut le tract dont les responsables ont comme point de chute un casier postal de la Place d'Armes. Face à cette réalité de propagande raciste, le B'Nai Brith « engage tous les responsables politiques et religieux ainsi que les médias à dénoncer et à condamner cette intervention du Ku Klux Klan ».

Autres ententes dans les hôtel

DANS TROIS hôtels montréalais, les syndiqués ont voté, hier, en faveur des ententes de principes intervenues entre les négociateurs de la Fédération du commerce (CSN) et la direction du Grand Hôtel, du Ramada Renaissance du Parc et du Reine-Elizabeth. La CSN a également fait savoir que les syndiqués de l'Auberge des Gouverneurs de Sainte-Foy et de celle de Rimouski ont entériné, à plus de 80 %, les conditions sur lesquelles s'étaient entendues les équipes de négociation il y a quelques jours. On en est également arrivé à une entente de principe à l'hôtel Venture Inn de Montréal, sur laquelle les salariés devaient se prononcer au cours des prochains jours. Ces mouvements s'inscrivent dans une offensive estivale de la centrale pour conclure des ententes dans 30 hôtels du Québec, qui donnent des emplois à près de 10 000 personnes. Jusqu'à maintenant, le personnel syndiqué a approuvé des ententes prévoyant des hausses salariales de 16 % en moyenne, sur 3 ans, des améliorations aux congés de maladie et des lettres d'entente sur la nécessité de programmes de perfectionnement du personnel. Le seul hôtel ayant décrété un lock-out, des 30 visés par ce blitz, est le Méridien, de Montréal, où s'est enclenché un mécanisme de conciliation mené par M. Fernand Matteau.

650 000 pour restaurer les archives

OTTAWA (PC) — Les documents endommagés par l'eau le mois dernier aux Archives nationales nécessiteront plus de 650 000 \$ pour leur restauration, indique un rapport envoyé jeudi au Conseil du Trésor. « À cause du grand nombre de documents endommagés, une bonne partie de l'argent servira à embaucher plusieurs autres conservateurs », a déclaré M. Ken Foster, responsable du service de conservation aux Archives nationales. Il faudra peut-être deux ans avant de compléter les travaux, ajoute-t-il. Selon M. Ed Dahl, conservateur de la collection des atlas, 3000 heures de travail seront nécessaires afin de restaurer 24 atlas demandant une attention spéciale. L'archiviste Jean-Pierre Wallot attend une réponse du Conseil du Trésor quant aux fonds nécessaires pour les travaux de restauration, d'ici la fin de l'été. La collection canadienne de vieux atlas, qui datent de 1490 à 1600, a été gravement endommagée le 4 juillet dernier lorsqu'une conduite d'eau a éclaté dans l'immeuble abritant les archives et la librairie. Neuf atlas ont été complètement immergés tandis que 50 autres ont été endommagés par l'eau. Quelque 300 livres et 2000 partitions musicales conservés dans la librairie ont aussi été abîmés. Les travaux de restauration viennent à peine de commencer, souligne M. Dahl. M. Wallot estime pour sa part que quelques documents ne pourront jamais retrouver leur état d'origine. « Nous ne pourrions jamais par exemple redonner les couleurs aux cartes qui ont été colorées à la main. Quelques-unes resteront tachées et d'autres demeureront endommagées ».

Hiroshima, 45 ans déjà

POUR COMMÉMORER le 45e anniversaire du bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki, une manifestation se tiendra le lundi 6 août au parc Jarry, à compter de 18 h 30. Organisée par la Conférence mondiale des religions pour la paix, cette soirée compte sur la participation du chanteur Daniel Lavoie. on pourra y entendre, également, des chansons japonaises, en plus de visionner un vidéo sur la tragédie d'Hiroshima, etc. Vers 21 h se tiendra la cérémonie des lanternes japonaises, pour se remémorer les centaines de milliers de victimes. Les organisateurs rappellent que plus de 6 millions d'écoliers ont visité Hiroshima depuis 12 ans et que les leaders politiques devraient se faire un devoir de s'y rendre pour constater de visu la triste réalité d'une guerre nucléaire. Le maire d'Hiroshima enverra un message aux personnes présentes au parc Jarry. Cette ville japonaise a toujours plaidé en faveur de l'abolition totale des armes nucléaires et de la coexistence pacifique accompagnée de la prospérité commune pour tous les peuples de la terre.

Louise Harel dénonce le PAIE

QUÉBEC (PC) — Le gouvernement Bourassa n'aurait jamais dû abandonner le programme « Bon d'emplois plus » pour le remplacer par le Programme d'aide à l'intégration en emploi (PAIE) qui, selon le député péquiste Louise Harel, ne règle pas sur une base permanente le problème de l'emploi chez les assistés sociaux.

Le député de Hochelaga-Maison-neuve et critique de l'opposition en matière de politique sociale trouve très regrettable que PAIE ne comporte plus d'exigences de formation et ne donne pas de certificat d'emploi permettant au bénéficiaire d'augmenter ses chances de dénicher un travail chez un autre employeur après la fin du stage de six mois.

PAIE a été institué en 1989 et il est accompagné d'un budget annuel de 13 millions \$. Le bénéficiaire qui s'inscrit à ce programme reçoit 160 \$ par semaine.

En trois mois, PAIE a mis 2277 assistés sociaux au travail (entre le 1er avril et le 20 juin 1990), mais Mme Harel se demande où iront ces travailleurs temporaires un fois terminée la période maximale d'embauche de six mois.

« N'ayant pas accu leurs qualifications et leur formation ni obtenu un certificat d'emploi, les assistés sociaux n'ont pas d'autre choix que de retourner au bureau d'assurance-chômage après six mois », selon Mme Harel.



Toutes voiles et musique dehors

PHOTO JACQUES NADEAU

Dominique Reynolds et Denis Bélanger, de Valleyfield, gréaient déjà leur catamaran hier après-midi sur l'île Charron, en prévision du départ de la course Longueuil-Sorel, ce matin. Cette course

de catamarans n'est qu'une des nombreuses activités du Festival des voiles de Longueuil qui se termine demain. Hier soir, Robert Charlebois et Michel Louvain, faisant bande à part ont tous les deux obtenu un grand succès. Ce soir, le Festival présentera Francine Raymond et Johanne Blouin et demain l'Orchestre symphonique de la Montérégie et Roland Hil Hal Tremblay.

Les chefs ontariens font feu de tout bois

d'après la Presse Canadienne

LES CHEFS des trois partis politiques de l'Ontario ont abordé des sujets totalement différents, hier, dans leur campagne en vue des élections provinciales du 6 septembre prochain.

Pendant que le premier ministre libéral David Peterson annonçait des mesures pour intensifier la lutte contre l'alcool au volant, le leader néo-démocrate Bob Rae décriait l'accord de libre-échange avec les États-Unis et le chef conservateur Mike Harris se penchait sur le problème des ordures ménagères de Toronto.

S'il est réélu, a promis M. Peterson à Toronto, une nouvelle loi permettra à la police de suspendre immédiatement pour 90 jours le permis de conduire d'un automobiliste dont le taux d'alcool dans le sang dépasse la limite légale de 0,08. La même suspension s'appliquera en cas de refus de subir l'alcooltest.

« Un chauffeur en état d'ébriété, a souligné le premier ministre, constitue un grave danger pour la sécurité des autres. Cette nouvelle mesure aura pour effet de retirer immédiatement ces automobilistes de la route ».

Plus tard dans la journée, à Orillia, M. Peterson a fait connaître un autre volet de son programme, en y incluant les conducteurs de bateaux de plaisance en état d'ébriété.

À Woodbridge, où 150 travailleurs de la société General Freezer viennent d'être mis à pied, le leader néo-démocrate Bob Rae a tenu le libre-échange responsable des maux qui affligent plusieurs industries.

Il a de plus accusé le premier ministre Peterson de « trahison de la

classe ouvrière de cette province », pour ne pas avoir combattu le libre-échange, alors qu'il avait promis de le faire.

« Les libéraux ont vendu la province et ils n'ont pas protégé les travailleurs qui ont été ruinés par le libre-échange », a soutenu M. Rae.

C'est ainsi, a-t-il ajouté, que le gouvernement libéral n'a rien fait pour protéger les emplois touchés par le traité de libre-échange.

Le nouveau chef conservateur Mike Harris, de son côté, s'est rendu près d'une mine de fer abandonnée de Marmora, où Toronto veut enfour des millions de tonnes d'ordures ménagères.

M. Harris a blâmé la lenteur du premier ministre à trouver une solution au problème des ordures de la plus grande ville de l'Ontario.

À cause de l'inaction du gouvernement, a noté le chef conservateur, Toronto doit chercher continuellement de nouveaux dépotoirs, à mesure que les anciens se remplissent.

Mercier n'est pas au bout de ses peines avec sa pollution

Clément Trudel

UNE ÉTUDE de caractérisation des sols, dans la vieille lagune de Mercier, doit débiter dans quelques semaines, sous la responsabilité du ministère de l'Environnement (Menviq). L'apparition des foreuses est rendue nécessaire parce qu'un rapport non paru, daté de février 1989 — et dont LE DEVOIR a obtenu copie — conclut qu'une partie de l'huile contaminée, source de la pollution à Mercier depuis 1968, subsiste toujours : « Un peu comme les métastases d'un cancer », commentait hier l'un des auteurs de l'étude, l'ingénieur Pierre Gélinas, de l'université Laval. L'étude a été confiée il y a deux ans à un consortium dirigé par la firme d'ingénierie SNC. On pensait que l'enlèvement des liquides et boues s'était fait dans les années 1980-1981; les tests effectués depuis laissent subsister des doutes sérieux sur ce point.

Il s'agira, sauf erreur, de la vingt-quatrième étude qui prend pour objet cet emplacement de Mercier dont la commission Charbonneau sur les déchets dangereux a été à même de saisir l'importance, en mai. Un mémoire du DIM (Décontamination intermunicipale Mercier) dressait alors dans « 22 ans de contamination dans la région de Mercier », un bilan accablant, et n'hésitait pas à parler de « catastrophe » au coût minimal de 11 million \$ depuis 1973. Mercier veut être déclarée « site prioritaire » dans le programme qu'Ottawa et Québec ont en gestation pour les sites orphelins.

En 1968, la Régie des eaux du Québec autorisa la compagnie LaSalle Oil Carriers à déverser dans une gravière abandonnée 40 000 tonnes de déchets chimiques, pétrochimiques, etc. Les séquelles de cette autorisation se font toujours sentir. Citoyens et entreprises durent recourir à des moyens coûteux pour assurer leur approvisionnement en eau — en 1982, il fallut 1,3 million \$ pour une conduite d'eau de plus 8 km. La crainte subsiste que par des travaux d'irrigation ou autrement, la zone de contamination, évaluée à 30 kilomètres carrés en 1981, ne cesse de grandir. Au nom de 10 000 citoyens inquiets, le DIM requiert, sans succès à ce jour, une étude épidémiologique sur les effets de la contamination à Mercier.

« Je tiens à vous assurer que les deux paliers de gouvernement se préoccupent de la nappe phréatique de Ville Mercier », écrivait il y a deux semaines le ministre canadien de l'Environnement au président du DIM, M. Marcel Monière. M. de Coetre rappelle dans sa lettre à M. Monière que pour la dépollution de « lieux abandonnés » un fonds de 50 millions \$ est disponible pour mise au point et expérimentation de « nouvelles techniques prometteuses de décontamination ».

Au Menviq, hier, on précisait que M. Pierre Vézina, le fonctionnaire le plus au fait de l'entente en préparation, rentrera de vacances lundi.

Un conseiller municipal de Sainte-Martine, M. Gabriel Grégoire, a pour sa part confirmé hier qu'à la de-

mande d'un fonctionnaire du Menviq, M. Clément Lapiere, s'est tenue le 16 juillet, à l'hôtel de ville de Mercier, une rencontre avec le DIM (regroupant les municipalités touchées) et Coalition Décontamination Mercier, dont M. Grégoire est militant. « Ce fonctionnaire, du nouveau département des substances dangereuses au Menviq, nous a dit que 400 000 \$ seraient consacrés au cas de Mercier à même les 6 millions \$ que doit comporter l'entente fédérale-provinciale qui ne tardera pas à être signée ». M. Grégoire dit sa déception pour le montant peu élevé destiné à Mercier, il parle d'une « exposition médiatique » plus intense qui vaut au cas de la Balmat des crédits de 3 million \$! Dans une rencontre avec le ministre Paradis, on m'avait dit que deux dossiers étaient considérés prioritaires pour la décontamination: Eldorado et Mercier... ».

L'étude dont LE DEVOIR a pu prendre connaissance est rédigée en anglais. Elle comporte deux parties, l'une sur l'hydrogéologie, confiée à une équipe de l'université Laval; l'autre partie, sur le traitement pour restaurer l'aquifère, relève de chercheurs de l'Université de Sherbrooke. Le tout est coordonné par le Menviq et par le Centre technique des eaux usées d'Environnement Canada, à Burlington (Ont.).

Groupes écologiques et élus avaient réclamé la divulgation de ce rapport, se disant inquiets de la multiplication de solutions « provisoires » à un grave problème. Il faudra donc attendre un « rapport final » qui est en préparation, a confirmé Pierre Gélinas: « Il nous faut encore un mois pour en compléter la rédaction... mais nous ne sommes que sous-traitants en cette matière ».

À la Société pour vaincre la pollution (SVP), groupe qui a préparé le mémoire du DIM à la Commission sur les déchets dangereux, Mme Louise L'Africain, déplorait hier qu'« il ne semble pas que le gouvernement veuille traiter le problème dans sa globalité », même si Québec a de l'expertise en ce domaine — avec ce qui s'est produit déjà à l'ancien dépotoir de Ville La Salle, par exemple. SVP pense que ce rapport prêt depuis février 1989 ne contient vraiment rien de neuf et qu'il s'agit d'une « étude préliminaire » où est confirmé le fait que l'usine actuelle de pompage de l'eau souterraine, à Mercier, « a échoué dans sa tentative de décontamination » entamée il y a plus de cinq ans. Pour éliminer complètement la source de contamination à Mercier, a déjà calculé SVP, il faudrait excaver « plus de 8,7 millions de mètres cubes de terre et de roc contaminés ».

Garavou vous dit :

ATTENTION!

CSST

À partir de

47⁵⁰ \$

PAR PERSONNE
PAR NUIT
OCC. DOUBLE

Par quelle magie, le village de Saint-Sauveur rassemble-il cette sorte de gens qui, par nature, donnent le BEAT partout où ils mettent les pieds? On s'y rencontre au luxueux Manoir Saint-Sauveur à deux pas du vieux village et à trois enjambées de tout ce que les Laurentides peuvent offrir de mieux: **VIRÉES NOCTURNES, GLISSADES D'EAU, GOLF, THÉÂTRE, RANDONNÉES... et quoi encore.** Venez vous aussi au Manoir Saint-Sauveur. Tout est là: **PISCINES, TENNIS, SQUASH, SAUNA, BAINS TOURBILLONS, MASSAGES, CONDITIONNEMENT PHYSIQUE, SALLE DE JEU, PIANO-BAR ET LE RESTAURANT «L'AMBIANCE».** Les prix du Manoir sont très abordables et les forfaits encore plus intéressants: **FORAITS GOLF, GLISSADES D'EAU, SANTÉ, THÉÂTRE, WEEK-END ET SEMAINE.**

Aussi, pour vos réunions d'affaires et vos congrès, venez vivre le St-Sauveur BEAT!

Réservez maintenant en téléphonant au:

1-800-361-0505

Manoir Saint-Sauveur
Réseau Hôtelier Universel

Sans frais de Montréal: 227-1811
Bureau commercial de Montréal: 253-5100

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

Les Indiens d'Amazonie décimés par le développement

Malgré les promesses du nouveau gouvernement, le grand pillage du nord du Brésil par les *garimpeiros* se poursuit

Charles Vanhecke
Le Monde

BOA-VISTA — Leurs regards sont d'une détresse infinie. Ils ne savent visiblement pas ce qui leur arrive, ils sont le plus souvent muets. Les uns couchés dans leur hamac, les autres courbés sur un feu de branches. Partout où ils vont, ils allument du feu pour chasser les moustiques, chauffer de la farine de manioc.

Même dans cette « Maison de l'Indien » de Boa-Vista, ces quelques cas qui leur servent d'hôpital, ils entretiennent des braves sur le ciment. Ils sont quelques dizaines de Yanomamis, échoués ici à cause de la malaria. Les Yanomamis, ces Indiens dont on a tant parlé il y a quelques mois, et qui semblent retourné à l'oubli.

On sait, en regardant des photos, qu'ils peuvent être robustes, souriants. Mais dans l'univers indigène, ce sont des poids plume. Guère plus de 45, 50 kilos — quand ils sont en bonne santé. Des jambes torses, maladroites. L'oeil parfois brûlé par les hallucinogènes. Pourtant, ils forment, il n'y a pas si longtemps, l'ethnie primitive la plus nombreuse des deux Amériques.

Vingt-deux mille Yanomamis répartis entre le Brésil et le Venezuela et miraculeusement préservés par les difficultés d'accès de leur territoire, une région de montagnes et de forêts où l'Orénoque prend sa source. Au Brésil, ils étaient 9000 à l'ouest du Roraima, et au nord de l'État d'Amazonas. Ils étaient, ils étaient...

Hécatombe

Avec l'arrivée des chercheurs d'or, ils ont été ravagés par la maladie. On estime qu'en trois ans, 1500 d'entre eux ont péri. L'hécatombe aurait continué sans l'action sanitaire d'urgence lancée à la fin de l'année dernière, à la suite de nombreuses protestations internationales.

Oneron, le médecin qui les soigne à la maison de l'Indien, ausculte,

comme tous les matins, les ventres tourmentés par la diarrhée, les torses épuisés par la toux.

La malaria n'est pas la seule maladie apportée par les prospecteurs, les *garimpeiros*. Dans les rencontres apparemment innocentes entre Indiens et hommes blancs, l'échange des fruits de la jungle contre des aliments industriels provoque, immanquablement, des troubles intestinaux. Voici un jeune homme, quinze ans peut-être, qui s'esclaffe quand le médecin lui touche les côtes, et dont le regard retourne aussitôt à sa tristesse, sous la frange épaisse. Guéri d'une malaria, la fièvre est revenue : c'est une maladie qui n'en finit jamais.

Les *malocas* proches des *garimpos* (lieux de prospection) ont été les plus touchées. La *maloca*, c'est la maison collective indigène, avec son espace central réservé aux rites et aux jeux. « Dans certaines d'entre elles, on ne rencontre plus d'enfants âgés de moins d'un an : les nouveaux-nés sont morts, ou les femmes ont cessé d'enfanter », explique Oneron.

À l'hôpital, un gamin accroupi par terre, et qui ne bouge pas des heures durant, a la maigreur d'un enfant du Biafra. « Tuberculose », dit le médecin. Des femmes ont perdu tellement de globules rouges qu'il faut leur faire des transfusions. Les hommes portent de vieilles chemises électorales *Collor* ou *Brizola*, vestiges de la dernière campagne présidentielle. Dans la forêt, ils étaient seulement « habillés de soleil », comme disent pudiquement les prêtres.

Une solitude de 3000 ans

À l'heure du déjeuner, chacun vient avec son assiette, pour recevoir une louche de viande, de haricots et de riz, mangé avec les doigts. Ils font la queue sagement, sans un rire, sans un mot, les mères avec leur bébé sur le dos, attaché par une sangle qui part du front, les enfants à paupière ourlée de fatigue. Leurs chiens, leurs chats, qui les accompagnent à l'hôpital, sont aussi maigres



PHOTO PC

Les Yanomamis formaient, encore récemment, l'ethnie autochtone la plus nombreuse des deux Amériques.

qu'eux. Une femme se pare des ornements rituels, de courtes baguettes trouant les joues et la lèvre inférieure, mais elle et bien la seule. Chez les autres, c'est l'hécatombe.

Jusqu'en 1987, les Yanomamis se croyaient seuls au monde, et cette solitude durait depuis 3000 ans. Dans la *serra de Surucucu*, leur principale réserve, il y a de l'or, de l'uranium, du minerai d'étain. En quantités suffisantes pour susciter, depuis longtemps la convoitise de compagnies minières et des prospecteurs. Ce trésor resta pratiquement sous le boisseau jusqu'à il y a trois ans. Missionnaires et défenseurs des indigènes tentaient de préserver le *statu quo*.

Mais en 1987, la FUNAI, organisme gouvernemental chargé — théoriquement — de la protection des Indiens, expulsa les uns et les autres, à la suite d'incidents. Ce fut le signal de l'invasion blanche. Quarante mille *garimpeiros* arrivèrent avec leurs machines, pour tamer l'eau des rivières et construire des pistes d'atterrissage. « Nous sommes allés là-bas comme des pionniers, au sud et au vu des autorités », dit Mme Petita Brasil, dirigeante de l'association des *garimpeiros* de Boa-Vista.

Mme Brasil est une *passionaria*. Le verbe haut, enflammé, cette quadragénaire d'ascendance indigène dit, crûment, que la police, l'armée, le gouverneur, la FUNAI ont prêté la main à l'invasion du territoire Ya-

nomami. La police a protégé les pistes, pourtant illégales. L'armée a procédé à l'agrandissement de l'une d'entre elles, à Paapiu, l'un des principaux *garimpos*. « Les militaires sont les grands responsables, dit l'évêque de Boa-Vista, Dom Aldo Mongiano. Ils considèrent les Indiens comme des êtres inutiles, paresseux, comme une menace pour la sécurité nationale, parce qu'ils ignorent les frontières. Ils ont vu dans les *garimpeiros* un facteur de peuplement, et encouragé leur installation. »

Le génocide a duré trois ans. Quand il a été trop patent, Brasília a décidé le retrait des *garimpeiros*. En janvier, le directeur général de la police, M. Romeu Tuma, est venu superviser l'opération. Un délai de deux mois a été accordé aux prospecteurs pour quitter les réserves. L'armée a prêté ses avions pour les évacuer. La police a bloqué à l'aéroport de Boa-Vista les appareils servant au ravitaillement de *garimpos*. Il est question de dynamiter les pistes d'atterrissage...

La vie de serf des *garimpeiros*

Mais les *garimpeiros* sont-ils partis ? « Oui, affirme le délégué local de la FUNAI, M. Francisco Alves da Silva. Les 14 000 prospecteurs qui occupaient la réserve de Surucucu ont quitté les lieux. » Affirmation contredite par Mme Petita Brasil, qui soutient, pour sa part, que la moitié des

envahisseurs sont restés : ils se sont éloignés des pistes connues, où ils pouvaient être repérés et se sont enfoncés dans la forêt, où des avions continuent de leur rapporter vivres et matériel. Pourtant, dit Mme Brasil, « le *garimpo*, c'est fini ».

Bona-Vista n'a plus, en effet, la fièvre de naguère. Quelques hommes continuent de montrer leurs broches en or, de porter des colliers lourds en carats. Le commerce du métal se fait encore dans les boutiques où des gens de toutes races le pèsent dans de minuscules balances. On voit toujours en vente des fusils de western, les seuls capables de faire la loi dans les *garimpos*. Mais le cœur n'y est plus, ni le nombre : les rues sont désertes, avant elles vibraient. On pourrait croire que la menace a fait son effet.

Carlo Zacchini dit que non. Missionnaire endurci par 25 ans de lutte en faveur des indigènes, représentant local de la commission pour la création du parc Yanomami, fondée en 1979 à São Paulo, Zacchini affirme : « Ce qui encourage les chercheurs d'or, ce n'est pas la police, mais le plan anti-inflation de Collor, lancé à la mi-mars, qui a fait baisser l'or de moitié et doubler le prix du transport aérien. »

Le plus souvent, les *garimpeiros* ne sont d'ailleurs que des victimes, comme les Indiens. Partis pour une aventure solitaire, ils se retrouvent

aux mains des propriétaires des pistes et du matériel de prospection. Ils reçoivent rarement un salaire. Leur nourriture, ils l'achètent avec l'or qu'ils récoltent — un gramme pour un kilo de haricots — et sont perpétuellement endettés. Loin de tout dans la jungle, ils dépendent totalement des maîtres des *garimpos*. S'ils veulent partir, ils doivent payer leur patron, et aussi le pilote. Ils vivent comme de serfs, enchaînés.

Deux Allemands en témoignent, que le goût du risque a conduit récemment dans un *garimpo* baptisé Brasil Novo. « Même les remèdes contre la malaria, distribués gratuitement par les autorités, sont vendus à prix d'or aux *garimpeiros* », dit Rüdiger Nehberg, ancien pâtissier de Hambourg converti aux équipées solitaires dans la jungle amazonienne. Si Rüdiger a quitté sans problème Brasil Novo, où il y a 20 prostituées pour 250 chercheurs d'or, ce n'a pas été le cas de sa compagne, Cristina Haverkamp. Étudiante en médecine, âgée de trente-deux ans, Cristina a des blondeurs exotiques qui lui ont valu une tentative de viol et des propositions pressantes.

Candidates aveux

Mme Brasil reconnaît que le métier a des inconvénients : « Il détruit le milieu ambiant », dit-elle. Rivières empoisonnées par le mercure, ou tellement travaillées qu'elles se vident de poissons. Rives détruites par les machines, gibier massacré. « Le gouvernement local pouvait empêcher ce saccage en exerçant son contrôle, mais il n'a rien fait. » Avec un minimum d'investissements en postes de santé, écoles, aides agricoles et minières, il y a place dans le Roraima, selon notre interlocuteur, pour les Indiens et les *garimpeiros* : « Il suffit que le domaine de chacun soit bien délimité. » Ce n'est pas l'avis de Dom Aldo Mongiano, qui rétorque : « On ne peut pas à la fois sauver les Indiens et préserver les chercheurs d'or. »

Que faire, dans ces conditions ? En vertu de la loi du premier occupant — et de la sauvegarde des dernières tribus — environ 90 000 kilomètres carrés du Roraima devraient être laissés aux Yanomamis. C'est beaucoup d'espace pour très peu d'Indiens, aux yeux des « petits Blancs ». Surtout quand cet espace recèle de grandes richesses minières. « Nous n'avons pas l'intention de le laisser se convertir en nation indigène, dit Mme Petita Brasil, nous allons le défendre et y maintenant des gens. Vous verrez d'ailleurs qu'un jour, il ne sera plus question de *garimpeiros*. Les grandes compagnies auront pris leur place ! »



Les indépendantistes de toute l'Europe jurent de combattre le grand marché de 1993

AJACCIO (Reuter) — Résolus à s'allier pour lutter contre le grand marché européen de 1993, quarante mouvements nationalistes de toute l'Europe ont convergé hier vers la Corse.

Selon la Cuncolta — la branche légale du FLNC —, le Sinn Féin irlandais, le Herri Batasuna basque et les mouvements séparatistes guadeloupéen et martiniquais ont répondu présents, comme chaque année, à l'invitation des nationalistes corses.

Fumer,
c'est
gaspiller

Argent
et
santé



CARTES D'AFFAIRES

ROBIC

Fondée en 1892

55, St-Jacques
Montréal, Québec
Canada, H2Y 3K2
Télé: 05 268656
Fax: (514) 825 7874
Tel: (514) 987 6242

**Agents de
brevets
d'invention
et de marques
de commerce**

SWABEY

OGILVY RENAULT

AGENTS DE BREVETS ET DE MARQUES DE COMMERCE

Une Société dont SWABEY, MITCHELL, HOULE, MARCOUX & SHER et le cabinet juridique OGILVY RENAULT sont les associés

1001, boul. de Maisonneuve ouest
Montréal, Canada H3A 3C8
(514) 845-7126, Téléc: 05-24355
Facsimilé (514) 288-8389

MONTREAL OTTAWA

Information

Ville de Montréal

Assemblée du conseil

L'hôtel de ville de Montréal est situé au 275, rue Notre-Dame Est (métro: Champ-de-Mars).

La prochaine assemblée du Conseil aura lieu le lundi 13 août 1990.

Assemblées publiques Commissions permanentes du Conseil Commission de l'administration et des finances

Lundi 13 août, à 9 h 30
Hôtel de ville, salle du Conseil

Étude du règlement modifiant le règlement sur les commissions permanentes du Conseil

Étude des projets de règlement et de résolution relatifs aux armes nucléaires
Visite du Service de l'approvisionnement et des immeubles.

Renseignements: 872-3770

Le 4 août 1990
Le greffier de la Ville,
Léon Laberge

VIVRE MONTRÉAL ET EN PARLER

Chamorro appelle le monde à l'aide

MANAGUA (AFP) — La présidente du Nicaragua Violeta Chamorro a demandé hier à son peuple de faire confiance en son gouvernement pour résoudre la situation économique dramatique du pays et a lancé un nouvel appel à l'aide internationale.

Lors d'un discours devant les habitants d'un quartier pauvre de Managua, la présidente a demandé aux Nicaraguayens « de ne pas perdre espoir », car après 50 ans de « dictature somoziste » puis dix autres de « dictature sandiniste », « les problèmes ne peuvent se résoudre d'un jour à l'autre, et je vous demande votre confiance ».

Le Nicaragua « a besoin de tout », a affirmé par ailleurs Mme Chamorro lors de la remise de matériel de forage de puits ouverts par la Suisse et la Suède, à

laquelle assistaient notamment plusieurs ambassadeurs. La présidente a précisé qu'elle était prête à recevoir non seulement l'aide des États-Unis mais aussi de l'Union soviétique et « de tous les pays du monde ».

Le Nicaragua s'enfonce dramatiquement dans la crise, avec des revendications sociales croissantes et une inflation cumulée atteignant 300 % depuis la chute des sandinistes et l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement le 25 mai dernier.

Les experts de la nouvelle administration, qui avaient promis un redressement économique et l'éradication de l'inflation en trois mois, accusent les sandinistes de « sabotage économique » et justifient la situation actuelle par la faillite de leurs prédécesseurs.

Famille massacrée au Salvador

SAN SALVADOR (AFP) — Onze civils, membres d'une même famille, ont été assassinés, mercredi soir, par des inconnus dans l'est du Salvador, selon des informations parues jeudi dans la presse salvadorienne.

Les victimes, dont plusieurs jeunes gens âgés de 10 à 17 ans, ont été « sauvagement » assassinés dans leur maison de la ville de Cacaotera, à 178 km à l'est de la capitale, dans le département de Morazan, par un groupe d'hommes fortement armés, selon un membre de la famille qui a pu échapper au massacre.

Les forces armées ont indiqué avoir ouvert une enquête sur ces assassinats, sans fournir de détails sur les circonstances du drame.

Les cas de violations des droits de l'Homme ont récemment augmenté au Salvador, malgré la conclusion le 26 juillet dernier d'un accord dans ce domaine entre le gouvernement et la guérilla d'extrême-gauche. L'Église salvadorienne a manifesté sa profonde préoccupation face aux « effroyables » atteintes à la « dignité humaine » dans le pays.

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

La Ligue arabe condamne Bagdad

L'OLP, la Jordanie, le Soudan, la Mauritanie et le Yémen ménagent toutefois l'Irak

d'après AFP et Reuter

LE CAIRE — Le conseil ministériel de la Ligue arabe a condamné hier l'invasion du Koweït par l'Irak, a annoncé le secrétaire général de la Ligue, M. Chedli Klibi.

Le conseil, qui affirme « refuser les effets de cette invasion et ne pas reconnaître ses conséquences », exige le retrait « immédiat et inconditionnel » des forces irakiennes.

Une source officielle a déclaré que 14 pays avaient voté pour la résolution, tandis que cinq membres avaient émis des réserves : l'OLP, la Jordanie, le Soudan, la Mauritanie et le Yémen.

La Libye n'était pas présente à la réunion du Conseil et l'Irak a été exclu du vote.

En envahissant le Koweït, l'Irak paraît avoir placé les pays Arabes devant un dilemme : condamner l'agression et rompre les ponts avec Bagdad, ou accepter le fait accompli du diktat irakien en renforçant du même coup les ambitions hégémoniques du président Saddam Hussein.

En dépit des pressions exercées par les Emirats du Golfe, solidaires du Koweït, qui exigeaient une « solution radicale », les ministres arabes réunis au Caire se sont gardés de toute précipitation.

La situation est particulièrement délicate pour l'Égypte. Environ un million d'Égyptiens travaillent en Irak et 200 000 au Koweït, soulageant la pression insoutenable exercée par les demandeurs d'emplois sur la situation sociale en Égypte.

D'autre part, le Koweït était jusqu'à présent le plus important partenaire économique et créancier arabe de l'Égypte, où il a multiplié les investissements.

Or, aux yeux de nombreux analystes, la situation créée jeudi par l'invasion irakienne paraît irréversible. Que l'Irak favorise l'établissement d'un régime satellite à Koweït ou accepte la restauration de la dynastie koweïtienne, le sort de ce petit pays



À l'appel de leurs autorités, des Irakiens sont descendus dans la rue, hier, pour appuyer l'invasion du Koweït.

immensément riche sera irrémédiablement soumis à la volonté du puissant voisin.

Que ce dernier retire ou non ses troupes du territoire de l'émirat ne devrait rien changer : Saddam Hussein a montré qu'il est capable de frapper quand il veut sans se préoccuper de l'opinion ou des lois internationales et encore moins de l'opinion arabe.

Celle-ci, compte tenu des différences d'intérêt économique ou stratégique n'est d'ailleurs pas unanime, comme les observateurs ont pu le constater en marge de cette réunion extraordinaire de la Ligue arabe.

Pour leur part, le Maroc et l'Algérie ont déjà officiellement condamné l'intervention militaire irakienne alors qu'en revanche, le Yémen et le Soudan veulent ménager Bagdad, comme l'OLP. À noter que la centrale palestinienne avait, ces derniers temps, privilégié son al-

liance avec Bagdad au détriment de l'Égypte.

Cette dernière se range avec la Syrie, l'Arabie saoudite, la Jordanie et la Tunisie notamment, parmi les États arabes qui veulent éviter une radicalisation des positions. Les soucis du Caire d'éviter toute solution hâtive va de pair avec son faible espoir de voir l'action internationale en cours faire fléchir l'homme fort de Bagdad, pourtant réputé inflexible.

Par ailleurs, après vingt-quatre heures de silence embarrassé, les cinq alliés du Koweït au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont condamné l'invasion de l'émirat et ont demandé le retrait immédiat des troupes irakiennes.

« Le CCG condamne l'attaque irakienne sur son frère le Koweït et exige le retrait inconditionnel et immédiat de ses troupes sur les positions qu'elles occupaient le 1er août 1990 », écrivent dans un communiqué

commun l'Arabie saoudite, Bahrein, le Qatar, Oman, les Emirats arabes unis et le Koweït.

Toujours coté arabe, le roi Hussein de Jordanie a annoncé qu'un sommet arabe aurait lieu dimanche à Djeddah. Peu auparavant, un responsable koweïtien avait déclaré que le président égyptien Hosni Moubarak, le roi Hussein de Jordanie, le roi Fahd d'Arabie saoudite et l'émir du Koweït Jabel al-Ahmed al-Sabah avaient accepté de participer à un sommet restreint.

Après l'Algérie, qui avait été jeudi le premier arabe à désapprouver Saddam Hussein, la Tunisie s'est également jointe hier aux détracteurs du dirigeant irakien.

Aux portes mêmes de l'Irak, la Turquie s'est aussi déclarée prête à envisager, si l'OTAN le lui demande, la fermeture d'un important oléoduc par lequel transite la moitié du pétrole irakien.

Gel des avoirs koweïtiens : le Canada emboîte le pas

OTTAWA — Le Canada est sur le point d'emboîter le pas à de nombreux autres pays ayant déjà annoncé la même mesure, en gelant les avoirs koweïtiens déposés dans les banques canadiennes ou leurs succursales à l'étranger. C'est ce qu'a annoncé hier, en réaction à l'invasion du Koweït par l'Irak, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark.

Le chef de la diplomatie canadienne n'a pas précisé le montant de ces avoirs.

Le gouvernement fédéral est en discussion avec l'Association des banques canadiennes pour obtenir ce gel, a indiqué M. Clark,

soulignant qu'un gel immédiat n'avait pas été possible, étant donné que la législation canadienne ne le permet pas, contrairement à ce qui est possible notamment aux États-Unis ou en Grande-Bretagne.

Le Canada est d'accord pour s'associer à un mouvement international de sanctions économiques, a enfin déclaré M. Clark.

Interrogé sur d'éventuelles réductions des exportations de blé à l'Irak (le Canada est le 3e exportateur mondial de blé), le ministre a déclaré qu'il n'était pas dans la pratique canadienne d'utiliser l'alimentation comme une « arme » contre un pays.

Liberia : les voisins sont exaspérés et songent à intervenir

MONROVIA (Reuter) — Les rebelles de Prince Johnson et des soldats fidèles au président Samuel Doe ont continué à se livrer une bataille acharnée, hier dans le centre de Monrovia, alors que le Nigeria et d'autres pays de la région, exaspérés par la boucherie qui se poursuit à leurs portes, pourraient décider très bientôt d'intervenir militairement.

Rebelles et soldats gouvernementaux se sont battus pour le contrôle d'une rue ou d'un immeuble à coups de roquettes et d'obus. Les civils ont totalement disparu de la zone de combats, où des cadavres de passants gisaient au bord de la chaussée.

Pendant ce temps, au Nigeria voisin, un haut responsable du gouvernement a annoncé que son pays mettrait sur pied une force conjointe d'intervention avec l'aide du Ghana, de la Guinée et du Sierra Leone, en vue d'une opération qui pourrait débuter dimanche.

« Nous avons averti les protagonistes que nous allons intervenir et que nous voulons un cessez-le-feu immédiat », a déclaré ce responsable.

Selon lui, l'objectif du Nigeria est d'évacuer ses 3000 ressortissants bloqués au Liberia, mais aussi de mettre un terme à un conflit qui risque de menacer la stabilité de la région.

À Nairobi, le sous-secrétaire

d'État américain aux affaires africaines, Herman Cohen, a déclaré que les Nations unies allaient prendre une initiative « dans les jours, voire les heures à venir ».

Dans l'île de Bushrod, la zone portuaire de Monrovia, des centaines de personnes affamées faisaient la queue dans l'espoir d'acheter un ticket donnant droit à un sac de riz. Une femme affirmait attendre là depuis trois jours.

Une tentative d'ouverture de dialogue a été faite par un ministre de Doe, qui a demandé que son identité reste secrète. Il s'est déclaré prêt à discuter avec Johnson des moyens de mettre fin aux combats, « qui font un nombre énorme de victimes ».

Le ministre a déclaré que sa proposition inclurait une démission sans condition de Doe, mais qu'il demanderait la nomination d'un gouvernement provisoire.

Johnson, informé de la proposition à son quartier général, dans un café de l'île de Bushrod, a écarté la proposition. Il a déclaré qu'il voulait prendre Doe et que « ses manœuvres pour se sauver » ne l'intéressaient pas.

« Quand je l'aurai, il passera en jugement pour avoir tué des Libériens », a dit Johnson. « Mais s'il est jugé coupable, nous l'emprisonnerons à vie. Nous ne le tuerons pas. »



De Maizière et Kohl ne peuvent attendre jusqu'au 2 décembre

Les élections avancées au 14 octobre

d'après AFP et Reuter

BERLIN-EST — Pris d'une crise d'impatience, les deux frères allemands ont de nouveau surpris le monde hier, en annonçant une nouvelle accélération du processus d'unification des deux États.

Appuyé par son confrère de l'Ouest, le premier ministre allemand Lothar de Maizière a en effet proposé d'avancer les élections pangermaniques du 2 décembre au 14 octobre.

De Maizière a déclaré au cours d'une conférence de presse avoir pris cette décision en accord avec le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, lors d'une rencontre mardi en Autriche.

Le chef du gouvernement ouest-allemand, chrétien-démocrate (CDU) comme de Maizière, a déclaré peu après : « Je me félicite de cette proposition qui correspond aux vœux du peuple des deux parties de l'Allemagne ».

« Pour ces élections pangermaniques, historiquement importantes, je propose la date du 14 octobre, le même jour que les élections dans les Länder », a déclaré de Maizière.

Il a expliqué que la levée des obstacles posés par l'URSS à l'unification, le mois dernier, et la gravité de la situation économique en RDA l'avaient incité à accélérer le processus.

« Les élections pangermaniques permettront l'émergence d'une situation politique claire et donc d'une sécurité économique », a-t-il dit.

« Plus vite elles seront organisées, mieux cela vaudra pour la restructuration des entreprises existantes, pour les nouveaux investissements et donc pour la création de nouveaux emplois », a-t-il dit.

Une série de faillites d'entreprises, déclenchées en partie par la concurrence occidentale consécutives à la fusion économique et monétaire avec la RFA, a jeté de nombreux salariés sur le pavé et a déjà engendré des « déçus du capitalisme » en RDA.

À Moscou, le ministère des Affaires étrangères a déclaré que cette proposition était une mauvaise surprise.

« C'est un changement plutôt inattendu pour nous, puisque tout le monde était tombé d'accord pour dire que les aspects extérieurs de l'unification allemande devaient être réglés sans équivoque avant la création d'un État unifié », a dit un porte-parole Youri Gremitskikh.

Les négociations « 2 plus 4 » entre les deux Allemagnes et les quatre vainqueurs de la guerre — États-Unis, URSS, France et Grande-Bretagne — doivent se conclure en septembre.

Mais le sommet des 35 pays de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), destiné à entériner les résultats, doit commencer seulement le 19 novembre à Paris, a rappelé Gremitskikh.

« La nouvelle date, si elle est acceptée, pourrait désorganiser le calendrier déjà très serré des négociations 2 plus 4 », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, les deux gouvernements allemands se sont mis d'accord pour que Berlin soit proclamée capitale de l'Allemagne unie, mais n'ont pas encore tranché la question de savoir si Bonn garderait, au moins pour une période, des prérogatives de siège du gouvernement.

M. de Maizière, qui insistait depuis des semaines pour donner le rôle de capitale à Berlin, s'est félicité qu'un compromis se soit ainsi dégagé.

« La question encore débattue est celle du délai, au terme duquel Berlin pourrait assumer les responsabilités gouvernementales », a observé M. de Maizière.

Le chancelier Helmut Kohl, qui, bien que partisan de Berlin à titre personnel, souhaitait que le Parlement allemand tranche entre Berlin et Bonn, a fait une concession à son allié chrétien-démocrate obstiné de Berlin-Est.

LE MONDE EN BREF

La Croix-Rouge ramasse les cadavres

SAÏDA (Reuter) — Les équipes de la Croix-Rouge ont ramassé hier 60 corps de combattants et évacué quatre civils malades de deux villages du Sud-Liban où des groupes chiites rivaux s'affrontent depuis 18 jours. Cette évacuation a été rendue possible par l'accord de cessez-le-feu conclu entre le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le Hezbollah pro-iranien, la milice Amal, proche de la Syrie, et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui a soutenu Amal dans les combats. Un porte-parole du CICR a déclaré que les cadavres ont été ramassés dans les rues des villages de Djardjough et K'far Milki. Les combattants ont cessé le combat pour permettre au convoi de la Croix-Rouge, composé de 16 ambulances et de camions, d'accomplir sa macabre mission. Trente-huit cadavres ont été laissés sur place, la tombée de la nuit ayant forcé la Croix-Rouge à interrompre sa mission. Elle tentera de la poursuivre aujourd'hui.

Récolte gaspillée en Union soviétique

MOSCOU (AFP) — Le premier ministre soviétique Nikolai Ryjkov a déploré hier que l'URSS ne puisse faire face cette année à une récolte de fruits et de légumes exceptionnelle. Lors d'une intervention télévisée, M. Ryjkov a relevé que les achats par l'État de légumes avaient baissé cette année de 350 000 tonnes par rapport à l'année dernière, tout comme ceux de fruits qui ont baissé de 70 000 tonnes, alors que la récolte actuelle est très abondante. Les villes soviétiques manquent de fruits et de légumes, alors que dans les campagnes on les enterre, faute de pouvoir les récolter, a expliqué M. Ryjkov. Le manque de bras, les carences des transports et de stockage sont de vieux problèmes de l'agriculture soviétique au moment des récoltes. Si les citoyens ne viennent pas contribuer aux récoltes, 30 % des fruits et légumes risquent d'être perdus cette année, a encore déclaré M. Ryjkov, appelant une nouvelle fois la population à venir en aide aux agriculteurs.

Bulgarie : l'opposition veut rester l'opposition

SOFIA (Reuter) — La principale formation d'opposition en Bulgarie, l'Union des forces démocratiques (UFD), s'est choisie hier un nouveau leader, Petar Beron, qui remplace à Jeliu Jeleu, élu chef de l'État. Jeleu a accédé à la présidence grâce à un accord avec l'ancien Parti communiste rénové en Parti socialiste. Beron, ancien dissident et militant écologiste, n'en a pas moins exclu toute alliance entre son parti et l'ex-PC au sein d'un gouvernement de coalition. « L'UFD coopérera avec tous les partis et toutes les organisations au nom de l'avenir de la Bulgarie. Mais l'UFD n'acceptera pas une combinaison qui effacerait la distinction entre nous et le parti communiste », a-t-il dit à Reuter. L'UFD a remporté 144 sièges aux élections législatives de juin, contre 211 pour les socialistes ex-communistes.

Violents déluges en Chine

PÉKIN (AFP) — Trente-trois personnes ont été tuées et 488 autres grièvement blessées au cours de violentes pluies d'orage qui se sont abattues sur la province du Hebei (nord de la Chine), les 15 et 16 juillet derniers, a rapporté hier le *China Daily*. Ces orages d'une rare violence, selon le ministère chinois des Affaires civiles, ont causé des dégâts matériels évalués à 212 millions de dollars, a ajouté le quotidien officiel de langue anglaise. Les pluies torrentielles se sont abattues, pendant trois heures, sur 600 localités, endommageant 318 000 habitations et près d'un million d'hectares de cultures. Dans la préfecture de Cangzhou, la plus touchée, 16 000 maisons se sont effondrées et un million d'arbres environ ont été déracinés. La foudre est tombée dans certains secteurs. Le trafic et les moyens de communication ont été très fortement perturbés.

L'Iran tremble encore

TÉHÉRAN (AFP) — Un séisme d'une magnitude de 5,5 degrés sur l'échelle de Richter a secoué hier la région d'Andimechik, dans la province du Khouzistan (sud-ouest de l'Iran), indique l'agence IRNA, qui déclare qu'aucune information n'est encore disponible sur d'éventuelles victimes ou dégâts. Selon le centre géophysique de l'Université de Téheran, cité par l'agence, l'épicentre de ce tremblement de terre, survenu à 15H28 locales, se situe à 550 kilomètres au sud-ouest de Téheran.

Anjou-Québec Traiteur

«Le prêt à emporter»

C'est la meilleure façon de vous faire plaisir

Laissez parler vos envies

Petits plats mijotés et grands classiques

Tout est là devant vos yeux prêt à déguster chez vous.

1025 rue Laurier ouest

272-4065 ou 272-4086

Notre qualité fait notre renommée

LES CROISIÈRES RICHELIEU inc.

Du 1er juillet au 1er septembre, L'histoire du Haut-Richelieu à bord du bateau "M.V. Fort St-Jean II". Magnifique croisière de 4 heures sur la rivière Richelieu avec arrêt à St-Paul-de-l'Île-aux-Noix pour une visite guidée du fort Lennox. Départ à 13h30 tous les jours du 1er juillet au 1er septembre. Retour à 17h30.

Tarif: adultes 13\$ Enfants de 4 à 12 ans 6\$

TOUS LES DÉPARTS SE FONT DE LA PLACE DU QUAI

NOUVEAU ÉTÉ 1990

La Croisière s'amuse avec Enrico notre accordéoniste, tous les dimanches soir en juillet et août.

Départ: 19h00

Retour: 22h30

Tarif: 12\$ par personne

Renseignements et réservations

Les Croisières Richelieu

Saint-Jean-sur-Richelieu

Tel.: (514) 346-2446

1-800-361-6420

3 9 1 3

BLEU

NUIT

Du 4 au 11 août

Bleu Nuit vous invite à profiter des prix réduits jusqu'à

50%

sur des articles sélectionnés

BLEU NUIT

3913, rue Saint-Denis

Montréal

(514) 843-5702

La justice n'est pas si simple

Le droit international est à des lieues de nos barricades

Du chef du Parti Québécois aux maires de banlieue, du président de la Commission canadienne des droits de la personne jusqu'au moindre manifestant solidaire de la révolte des Mohawks, le sermon aux autorités canadiennes et québécoises est le même: donnez enfin justice aux premières nations, négociez pour régler la question quant au fond. À défaut d'aider à faire crouler les barricades, ces vertueux conseils prodigués dans un horizon infini ont l'avantage de faire monter le niveau de bonne conscience.

Plus pragmatique et plus imagé, l'envoyé de la Fédération internationale des droits de la personne, M. Jean-Claude Fouque, était moins convaincu de la belle simplicité de la justice, alors qu'il repartait pour Paris au milieu de la semaine. Intellectuellement ébranlé, il expliquait à l'animatrice du *Point* de Radio-Canada que les Européens seraient perplexes, pour leur part, si on leur expliquait la portée réelle des revendications autochtones. Imaginez la tête des Français, disait-il, si on leur annonçait qu'un groupe veut se déclarer nation souveraine sur un territoire adjacent à Paris... Il soulignait également les problèmes énormes que poserait la coexistence, sur un même territoire, de deux systèmes de droit et de police. Le droit international a à peine effleuré ces questions, rappelait-il, en épousant plutôt la thèse d'experts canadiens qui doutaient d'un règlement possible et prochain.

Ce qui n'empêche pas un certain nombre de beaux esprits, ici, de croire qu'Ottawa et Québec pourraient créer des précédents en cinq secs, et accepter tout de go la « souveraineté » des premières nations. Tout se passe comme si la notion de souveraineté, dans ce cas, était plus insignifiante que dans celui du Québec, comme si elle n'était qu'autorité affermie sur les réserves, et participation un peu plus directe au gouvernement des Blancs.

Le dernier chic, c'est donc de réclamer une « négociation de nation à nation », comme celle que souhaitait hier le chef du PQ, M. Jacques Parizeau, prêt à accorder aux peuples autochtones « le droit à l'autonomie au sein du Québec ». Nul ne doute que ces peuples soient des nations, souvent plus clairement identifiées que la nation québécoise elle-même. Mais on aimerait voir comment réagiraient les troupes péquistes si, au delà des vagues principes, on leur expliquait quel entendement on donne de plus en plus à « l'autonomie », en milieu autochtone.

Le chef canadien de l'Assemblée des Premières Nations, M. Georges Erasmus, parle désormais de pleine souveraineté territoriale sur des ensembles beaucoup plus larges que les terrains que le gouvernement fédéral veut acheter et redonner aux Mohawks à Oka, initiative qu'il tourne en dérision. C'est parce que les porte-parole, légittimes ou non, des Mohawks de Kanesatake en étaient là la semaine dernière que le ministre québécois des Affaires autochtones, M. John Ciaccia, a failli se laisser aller à baisser les bras en public en affirmant que le règlement dépassait ce qu'on

pourrait jamais négocier.

Si l'affaire d'Oka a eu l'excellent effet d'éveiller la conscience canadienne et québécoise à l'incroyable lenteur des pourparlers avec les premières nations, si elle a exposé le déni de justice envers les Mohawks de cette région qu'on a ignorés en se cachant derrière l'absence de traité, elle ne doit pas masquer l'ampleur du précédent qu'on demande maintenant au Canada et au Québec de créer. La communauté internationale d'experts qui se penche sur ce problème depuis des années est encore loin de la moindre conclusion qui ressemble à celle qu'on voudrait voir surgir ici, toute faite et toute simple.

On doit savoir par exemple que le Groupe de travail sur les populations autochtones, l'un des forums les plus importants et les plus actifs des Nations Unies dans le domaine des droits de la personne, n'a pas encore réussi à faire adopter un projet de Déclaration des droits de ces peuples. À l'ONU comme au Canada, la question de la souveraineté territoriale pose un obstacle majeur. Les participants au débat s'entendent aisément sur les dispositions contre la discrimination, sur le respect des droits individuels, sur l'autonomie culturelle qui s'exprime notamment par les systèmes d'éducation, tandis qu'un consensus plus difficile commence à percer autour du droit à l'autonomie. Mais ce droit s'apparente pour la plupart à la notion qu'en a par exemple le PQ, une forme d'autorité locale des autochtones sur leurs propres affaires, et de participation active aux décisions d'autres niveaux de gouvernement, pour les affaires qui les touchent. La « souveraineté » comme celle qu'on évoque au Canada, même les plaideurs les plus sympathiques à la cause des autochtones, de Genève à New York, sont encore loin de l'envisager.

On voudrait que des voix détachées, au Québec comme au Canada, s'intéressent à ces questions de droits collectifs et en fassent avancer l'entendement, plutôt que de les laisser pourrir dans un *no man's land*, entre les barricades. Mais les deux commissions, canadienne et québécoise, des droits de la personne, vivent sur une autre planète. Après les épisodes sanglants de St-Régis, après que des familles d'Oka aient été forcées hors de leur domicile à la pointe du fusil, quand un chef légitime échappe à un attentat armé, le commissaire canadien, M. Max Yalden, émule de ses collègues québécois volontairement aveugles, affirme n'avoir « aucune raison de croire » que la moindre violation des droits de la personne soit commise par les Warriors. Des anges, quoi. Quand on a autant de talent pour défendre les droits individuels, aussi bien ne pas s'attaquer, en effet, à faire progresser la question des droits collectifs.

D'autres devront le faire, toutefois, et le plus tôt serait le mieux pour qu'on cesse de jouer sur les mots, et d'opposer le simplisme de la bonne volonté à des revendications qui prennent le ton d'une révolution.

— LISE BISSONNETTE

Les médias entre trois feux

D'Oka à Châteauguay, les « messagers » sont de bonnes cibles

IL EST monnaie courante, dans tout conflit ou période le moins critique, que les médias soient pris à partie de diverses manières. Leur rôle d'intermédiaires et d'interprètes les place en quelque sorte au centre de l'arène.

La crise amérindienne qui secoue le Québec n'échappe pas à la règle millénaire qui veut que les messagers soient de bonnes cibles. Et trois fois plutôt qu'une : de la part de Warriors masqués et armés qui ne veulent entendre et lire que « leur » vérité ; de la part de citoyens désarmés qui estiment que leurs doléances ne passent pas la rampe médiatique ; et de la part de policiers pour qui les journalistes ne sont que des « collaborateurs » corvéables à loisir.

Faisant littéralement la loi derrière leurs barricades, les Warriors d'Oka ont décidé cette semaine, après des escarmouches antérieures, qu'ils en avaient assez de certains journalistes, notamment ceux de la *Gazette*. Ces derniers, au grand dam des insurgés, ont la mauvaise habitude de ne pas se contenter de la version officielle et filtrée, et tentent de percer, souvent avec succès, le mur de la crainte et du silence forcé. C'est fort embêtant pour de prétendus protecteurs dont les protégés accumulent griefs et plaintes, comme en font foi les graves incidents touchant le chef George Martin.

Harassés des entraves à leur travail difficile, les reporters soumettent une pétition. Mal en prend aux initiateurs. On les expulse *manu militari*, c'est le cas de le dire. En guise de solidarité, consoeurs et confrères quittent leur poste d'observation. Une médiation les ramène à leur guet habituel, non sans que les deux « indésirables » de la *Gazette* restent marqués au fer rouge. Le journal devra en envoyer d'autres prendre le relais.

La liberté au bout du fusil ?

Toute cette histoire est éminemment troublante. Il est bien possible que des citoyens, y compris les Warriors, aient des griefs contre la couverture journalistique. Mais il y a dans notre société des moyens pour faire valoir ses doléances et ses droits, en commençant par l'entreprise en cause jusqu'aux tribunaux, en passant par les organismes dits professionnels, dont le Conseil de presse. La simple évocation de ces mécanismes doit être risible pour ceux qui croient que les Warriors ne sont que de charmants enfants qui jouent gentiment à la guerre et à faire peur au monde. Pourtant, ce n'est pas en brimant la liberté d'expression qu'ils aident leur cause. Et qui sont-ils pour faire le tri, à l'aide de fusils d'assaut, entre ceux qui sont gentils et les autres, intolérables « racistes » ?

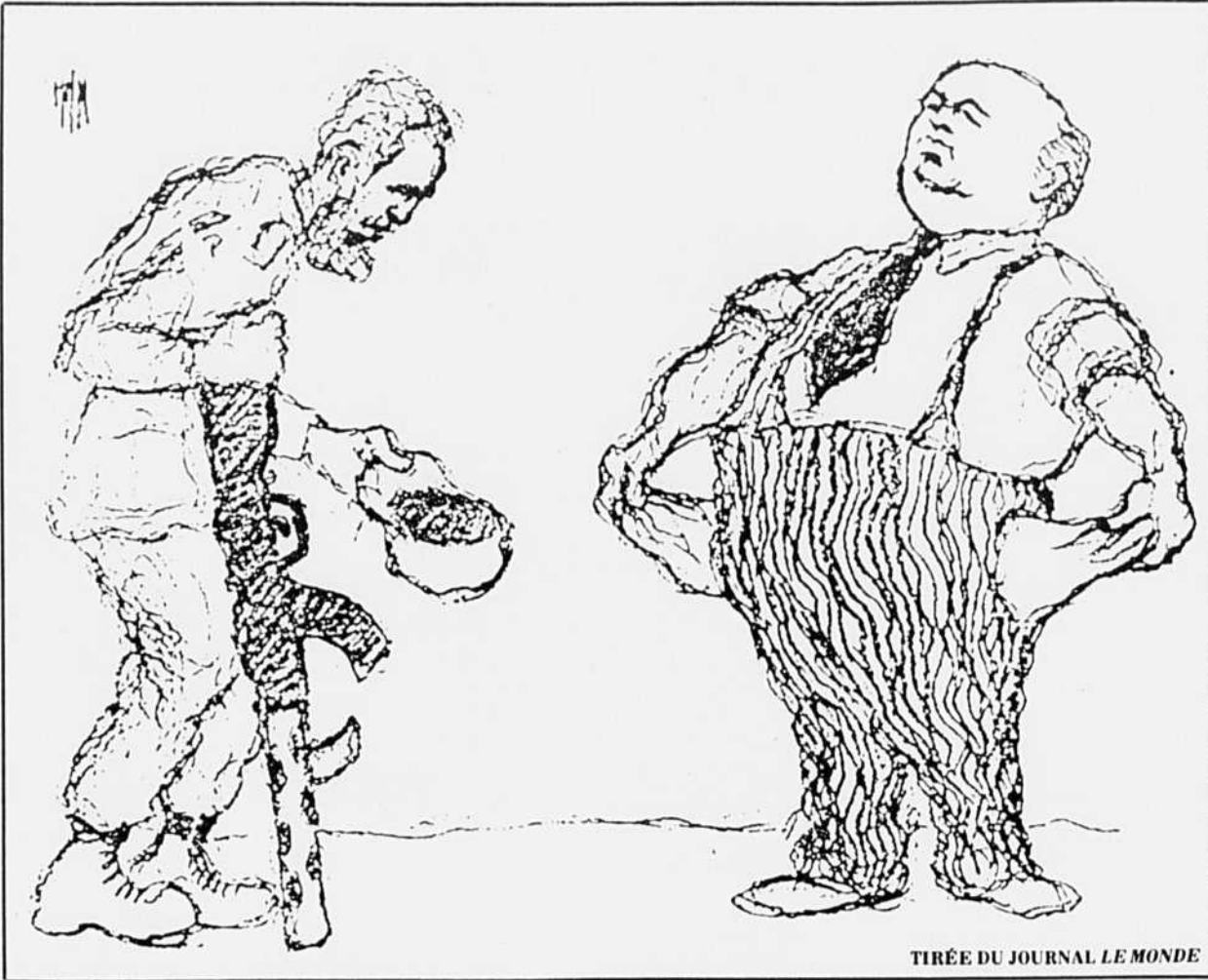
Il est aussi troublant que, pour pouvoir continuer à faire son boulot, la *Gazette* ait accepté le verdict d'exclusion de deux reporters. Mais cela en dit long sur le genre de justice expéditive et sans appel à laquelle les communautés autochtones seront soumises si elles laissent les Warriors maintenir leur emprise infernale.

Ni propagandistes ni huissiers

Loin de moi la prétention que les reporters se comportent toujours et en tout lieu comme des agneaux du printemps. Nous avons, comme les autres secteurs, notre lot de faibles, d'incompétents et de pusillanimes. Mais il y a aussi, heureusement, de nombreux médias, de sorte que les écarts de l'un sont tempérés par la rigueur d'un autre, que les préjugés d'un reporter sont compensés par l'indépendance d'un autre. Ce qui importe, c'est que tous les faits pertinents circulent, sans entrave, censure ou harcèlement, d'où qu'ils viennent.

Ni propagandistes ni huissiers, les messagers ne doivent pas devenir les boucs émissaires de notre « guerre du golf »...

— GILLES LESAGE



Fidel, je voudrais bien, mais je suis sans le sous

LETTRES AU DEVOIR

À propos d'ancêtres

LE 23 JUILLET, M. Max Gros-Louis, de descendance huronne, a dit sur les ondes radiophoniques que ses ancêtres étaient ici avant les nôtres et que, par conséquent, il a des droits que les autres Québécois n'ont pas.

Pour ma part, mon ancêtre est arrivé à Québec en 1649 et il a épousé une Québécoise, Anne Hayot, née en 1640. Mais je ne suis pas le seul à me réclamer d'une telle ancienneté. Des milliers de Québécois peuvent en dire autant. Quant à M. Gros-Louis, il est fort probable que son ancêtre n'a pas immigré au Québec avant 1650.

En effet le peuple huron n'avait pas son territoire dans le Québec actuel mais en Ontario sur les bords du lac Huron autour de la baie Georgienne. Voilà pourquoi cette région fut nommée la Huronie. Si les Iroquois ne les en avaient pas chassés par une guerre d'extermination, M. Gros-Louis vivrait peut-être en Ontario aujourd'hui ! Il n'a qu'à se rappeler que, de 1642 à 1649, le pays de ses ancêtres fut totalement dévasté. Seuls survécurent les Hurons qui devinrent esclaves chez les vainqueurs et quelques centaines de misérables qui parvinrent à s'expatrier.

Parmi ceux-ci, un groupe d'environ trois cents personnes vint chercher refuge chez nos ancêtres à Québec où ils furent reçus avec une grande charité par de pauvres colons qui savaient très bien que, en agissant ainsi, ils s'exposaient à la haine des terribles Iroquois.

Sur le territoire actuel du Québec, M. Gros-Louis n'a donc pas plus de droits que les autres Québécois. Ses ancêtres sont des immigrants comme les nôtres.

— AURÉLIEN BOISVERT
Repentigny, le 30 juillet.

Tolérance et racisme

MALHEUREUSEMENT, il y aura toujours des gens comme François Rivard (résident hors-Québec) pour se sacrer chevalier pourfendeur des méchants nationalistes-racistes.

Monsieur Rivard déclarait (il faut le citer) dans *LE DEVOIR* de vendredi le 20 juillet : « L'histoire montre que le nationalisme exacerbé est toujours entaché d'intolérance, de xénophobie et de racisme. Il suffit de voir le spectacle offert par les meutes enragées de Châteauguay pour s'en convaincre ».

Vous avez raison de dire que le nationalisme exacerbé est toujours entaché d'intolérance et de racisme. Vous-mêmes le pouvez par vos propos. Évidemment, vous me rétorquerez que seul le nationalisme canadien est de bon aloi, tolérant et non raciste, celui qui traite les gens de Châteauguay (et, n'est-ce pas et pourquoi pas, tous les Québécois ?) de meutes enragées.

Quant aux Warriors ontariens et américains, ils sont encore plus moraux que vous : ils tiennent, en plus des résidents de Châteauguay, leur propre peuple en otage, sous la menace des armes, pour soi-disant appuyer les revendications de leurs frères alors que, qui sait ? c'est peut-être plus pour s'assurer le monopole de la contrebande et des jeux...

Voyez-vous, il n'y a pas deux interlocuteurs dans cette affaire, mais bien trois : les gouvernements, aussi immobilistes l'un que l'autre ; les vrais chefs des Premières nations, qui tentent depuis des années d'obtenir satisfaction quant à leurs demandes ; et enfin la Pègre Rouge, les Warriors, terroristes fanatiques et armés, « exacerbés et racistes », qui, à l'instar du Hezbollah, sont

trop heureux de profiter de la confrontation pour mousser leurs intérêts politiques et illicites.

Je vous étonnerai : figurez-vous que je conçois la frustration des autochtones : les gouvernements s'en contre-fichent et ignorent délibérément leur existence même. Il est légitime qu'ils soient à bout et qu'ils désirent un règlement, ce que le temps semble leur refuser. Mais les demandes des autochtones ne sont pas celles des Warriors. Remettre à ces derniers leurs territoires d'antan ? Mais à ce compte, il faudrait que le Canada (maintenant anglais) redonne aux Québécois le pays et les terres qu'il leur a volé lors de la Conquête, non ? Vous trouvez cette demande abhorrante ? Je m'en doutais...

Et si un jour, les « Warriors » d'Ottawa vous tiennent enfermé chez vous (chanceux ! Vous auriez pu être chassé de votre maison) avec un M-16 sous le nez, serez-vous un raciste ?

— PATRICIE JOUBERT
Montréal, le 20 juillet

La nation terrienne

DANS LA logique de notre monde, il est normal qu'une nation défende par les armes sa terre contre une autre nation. La nation québécoise et la nation mohawk n'ont pas fait exception. Malheureusement,

La solution du conflit passe par la nécessaire reconnaissance du fait que nous avons un droit d'usage — sage — de la terre, non pas un droit de propriété. Et que nous faisons tout partis de la nation terrienne.

— GILLES GRENIER
Grand'Mère, le 29 juillet.

Peut-on piloter en français ?

Lettre à M. Russ Beach, président de Canadian Owners and Pilots Association

LA MAJEURE partie des 450 membres de l'Association des pilotes de brousse du Québec reçoivent les *NewsLetter* du Canadian Owners and Pilots Association et y trouvent depuis de nombreuses années des informations utiles et équilibrées.

Quelle n'a pas été notre stupeur de lire dans votre *NewsLetter* du mois de juin votre dénonciation catégorique de l'application, à compter du 20 juin dernier à la Tour de Contrôle d'Ottawa, de l'ordonnance sur les communications aéronautiques conformément à la loi sur les langues officielles. Le moins que l'on puisse dire est que vous ne semblez pas avoir une haute opinion de cette loi (*ill-advised policy*) et vous concluez à la « dégradation considérable » de la sécurité aérienne qui devrait se produire suite à l'utilisation du français et de l'anglais sans que cette conclusion ne soit étayée par des exemples précis.

Permettez-nous, monsieur le président, de vous rappeler que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) garantit dans tous les aéroports internationaux dans le monde l'usage de l'anglais et l'usage de la langue parlée dans le pays, ainsi que 90 pays dans le monde utilisent régulièrement pour le trafic aérien leur langue et l'anglais.

La sécurité aérienne est-elle menacée en France, en Belgique, en Suisse, dans les pays francophones d'Afrique et bien sûr au Québec ?

Nous pensons qu'il s'agit là d'un mauvais procès. Nous vous rappelons qu'aucun incident dû à l'incompréhension d'une langue n'a été enregistré au Canada depuis l'application de la loi, au Québec en 75 pour les vols à vue, en 81 pour les vols aux instruments. Vous n'êtes pas aussi sans savoir que la région d'Ottawa reçoit les services d'informations de vol par la station de Gatineau de façon bilingue depuis 86 et ce sans aucun problème.

Il reste qu'il y a une autre attitude à adopter face à cette situation, celle d'être plus ouvert et

plus conciliant. Nous craignons que vous ne le soyez pas compte tenu des jugements que vous portez.

Pour terminer, nous vous signalons que le gouvernement fédéral est en infraction en raison de la mise en oeuvre tardive de l'application de l'article 22 de la loi sur les langues officielles en vigueur depuis le 15 septembre 1988. Les pilotes canadiens ont eu un an et neuf mois pour se préparer à cette situation.

Alors monsieur le président faites donc contre mauvaise fortune, bon coeur et adaptez-vous aux réalités de notre pays.

— PIERRE AUCLAIR
président de l'APBQ

— ROBERT SASÉ
directeur
Montréal, le 31 juillet.

La cueillette des vidanges

Lettre à M. Jean-Paul L'Allier, maire de la ville de Québec

QUELQUES MOTS en ce mois d'août au sujet de la cueillette des vidanges... et d'économies.

D'abord, des économies en carburant chez les lourds camions des vidanges. Diminuons le nombre des arrêts et des départs. Imaginons tout ce qu'il en coûte à chaque départ pour propulser en avant ces tonnes à plusieurs roues... Et avec quel bruit !

Solution 1 : deux propriétaires de maisons unifamiliales réunissent leurs vidanges. Souvent ces vidanges ne sont qu'à quelques mètres les uns des autres.

Solution 2 : trois propriétaires de maisons unifamiliales..., quatre...

Solution 3 : deux ou trois propriétaires de maisons unifamiliales ou de duplex et de triplex s'unissent avec leurs voisins d'en face pour rassembler leurs vidanges. Calculons les énergies sauvées !

Solution 4 : et si des petits groupes de propriétaires d'une même rue s'entendaient pour que les vidanges ainsi rassemblées le soient d'un même côté pendant une année et de l'autre, l'année suivante.

Moins de kilométrage. Moins de bruit. Le camion ne passerait dans la rue qu'une fois au lieu de deux. Et le danger d'accidents serait de beaucoup moins élevé.

En second lieu, parlons de la diminution du volume des vidanges.

À l'exemple de quelques municipalités, pourquoi ne pas inviter tout ceux qui le peuvent à avoir leurs petits coins à compost ? Pourquoi n'y aurait-il pas dans chaque quartier un conseiller en la matière que les citoyens pourraient consulter gratuitement ? À mon point de vue, la population est prête ; il suffirait d'un coup de départ et d'un peu d'encouragement soutenu.

Enfin, j'ai bien hâte que la cueillette sélective passe chez moi. Mon coeur écolo pleure lorsque je jette un beau gros bocal vide de mayonnaise...

— YVON BUREAU
Québec, le 1er août.

LE DEVOIR

LE DEVOIR est publié par l'Imprimerie Populaire Limitée, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 211, rue du Saint-Sacrement, Montréal, H2Y 1X1. Il est composé et imprimé par Imprimerie Dumont, Division du Groupe Quebecor Inc., dont les ateliers sont situés au 7743, rue Bourdeau, LaSalle. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR. LE DEVOIR est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., située au 775, boul. Lebeau, St-Laurent. Courrier de deuxième classe : enregistrement numéro 0858. Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec. (514) 844-3361

Abonnements (514) 844-5738

« LE DEVOIR » (USPS #003708) is published daily by L'Imprimerie Populaire, Limitée, 211 rue St-Sacrement, Montréal, Québec H2Y 1X1. Subscription rate per year is \$439.00 USD. Second Class Postage paid at Champlain, N.Y. U.S. POSTMASTER: send address changes to: Insa, P.O. Box 1518, Champlain, N.Y. 12919-1518.

DES IDÉES, DES ÉVÉNEMENTS

Le conflit d'Oka
La Commission des droits de la personne réitère auprès des communautés mohawks cet appel à une négociation qui passe nécessairement par la mise de côté des armes

Texte intégral du communiqué émis jeudi par la Commission des droits et des libertés de la personne du Québec concernant le conflit d'Oka

Plusieurs voix se sont fait entendre dans les derniers jours soutenant que la Commission des droits de la personne du Québec se montrait partielle dans son analyse des violations des droits humains dans le contexte de l'actuelle crise et que, notamment, elle s'était montrée peu sensible aux violations de droits dont la population québécoise était victime. La Commission des droits de la personne tient à rétablir, à cet égard, certains faits.

Avant même le déclenchement de la crise, la Commission, informée du litige à Oka-Kanesatake, s'y rendait, rencontrait les parties, suggérait des moyens visant à réduire les tensions et faisait connaître à toutes les autorités concernées le danger d'une aggravation du conflit. Dès le déclenchement de la crise, elle se rendait aux barricades, répondant à de nombreuses plaintes reçues de citoyens d'Oka et de Kanesatake, c'est-à-dire de Blancs autant que d'autochtones.

La Commission constatait alors, comme elle le mentionnait dans sa conférence de presse du 24 juillet, les « difficultés éprouvées par des citoyens et citoyennes dans l'accès à des denrées alimentaires et à des produits de première nécessité, à

des médicaments et à des services médicaux », difficultés que rencontraient tant des Blancs que des autochtones. C'est pourquoi la Commission demanda le 24 juillet au ministre de la Sécurité publique d'assurer « l'accès aux services et biens essentiels aux résidents de Kanesatake et d'Oka », c'est-à-dire tant aux Blancs qu'aux autochtones.

Dans cette même conférence de presse du 24 juillet, la Commission soullevait « la situation particulièrement difficile des personnes et des familles qui ont été déplacées, principalement celles qui ont dû fuir leur foyer en laissant derrière elles leurs vêtements et leurs biens ». La Commission parlait là, bien sûr, des familles d'Oka évacuées de leurs maisons lorsque les armes remplacèrent la parole. Depuis, la Commission a continué à recevoir les plaintes, d'où qu'elles proviennent, et elles se comptent par centaines; du personnel supplémentaire a d'ailleurs été embauché pour recevoir ces appels.

En outre, une équipe spéciale de représentants de la Commission s'est rendue, pour rencontrer citoyennes et citoyens, tant à Kanesatake qu'à Oka et à Châteauguay, et elle demeure en contact constant avec diverses autorités dans chacune des régions. La Commission est donc tout à fait consciente des frustrations et inconvénients qu'affrontent tous les citoyens et citoyennes touchés par les événements actuels. Ces incopénients, et les situations extrêmement pénibles qui en découlent (tensions,

peurs, évictions, pertes d'emplois, pertes de revenus, heures de transport) lui sont connus et elle s'efforce, dans le cadre de sa juridiction et de son influence, d'apporter des remèdes ou de proposer des solutions.

Ainsi fut rétabli à Oka-Kanesatake une plus grande liberté de circulation. Ainsi la Commission, alertée par des autorités médicales de Châteauguay, prit l'initiative de faire rétablir une libre circulation des ambulances sur le pont Mercier, service qui avait été interrompu en raison des événements se déroulant autour des barricades. Ainsi elle continue, quotidiennement, à intervenir auprès des populations autochtones, des autorités politiques de tout niveau et des responsables des forces policières pour désamorcer, si possible, ou corriger toute situation susceptible d'accroître les tensions.

Car la Commission a aussi pu constater, directement et comme tout le monde, par la voix des médias, que tout accroissement de tension génère une montée inquiétante de propos racistes et d'incitations à la violence et à la haine.

En bref, la Commission est fort consciente qu'un grand nombre de personnes subissent, dans les circonstances exceptionnelles que nous connaissons, de multiples violations de leurs droits, violations qui sont devenues plus aiguës depuis que le litige a évolué vers le conflit armé. La Commission a sans cesse, depuis mai dernier, travaillé



PHOTO JACQUES NADEAU

Un Mohawk monte la garde derrière les barricades érigées à Oka.

à promouvoir, dans la résolution de ce conflit, la voie de la négociation pacifique. Aujourd'hui, elle réitère, auprès des communautés mohawks de Kanesatake et de Kahnawake cet appel à une négociation qui

passé nécessairement par la mise de côté des armes. Parallèlement, elle demande aux autorités politiques québécoises de tous les niveaux de travailler à assurer le respect des droits des uns

et des autres pour éviter que ne soient davantage blessés l'esprit de tolérance et la confiance qui doivent exister entre des communautés qui, demain encore, vivront côte à côte.

Lorsque l'électricité s'en va

TÉMOIGNAGE

CHRISTIANE BÉGIN

L'auteur rappelle quelques souvenirs d'un récent séjour au Proche-Orient

Il FAIT gris, mais le café est bon. Un petit café tassé, sucré et parfumé qui laisse le jour prendre son temps. Il est sept heures. Dehors, le matin est tout blême, un peu comme on pourrait imaginer le purgatoire, tiède et couleur de pierre. Mais, j'ai la surprise de voir les enfants s'en aller à l'école. Une multitude de petits uniformes beiges, criards et gesticulants, surgissent de partout faisant lever la poussière. Les parents, voiles noirs ou keffiyehs rouges, s'activent à mettre les laitues et les oranges dans les petites voitures, ou tiennent le cheval en arrêt pendant qu'on tire un peu de mazout du gros baril sale. Ici, c'est la vie ; elle est faite de poussière et de thé, de pain et de soleil, d'émotions, de prières et du temps que l'on passe ensemble.

L'autobus quitte la belle Alep pour rejoindre la côte méditerranéenne. On s'en va vers la mer et j'ai une bonne pensée pour Michel Rivard ; il y a comme ça, souvent, des petits morceaux de culture qui nous assaillent, mais c'est plaisant. Arrêt à Hama. Les norias se sont tuées pour l'hiver et, sans le bruit des roues à aubes qui craquent, l'Oronte peut dormir encore un peu. Ce pays n'est pas fait pour l'hiver et le ciel couvert prive les couleurs du Levant, de la lumière qui les fait ensorcelantes. Mais, l'Orient n'est jamais au bout de ses charmes ; il reste les odeurs, les bruits et le charbon des yeux des hommes. Il y a le désert et il y a la mer. Je n'y reste pas longtemps au bord de cette mer que le vent et la

pluie déchainent. Je reviendrai lorsque tu seras plus tranquille, belle sauvage.

Un vague beau-frère nous amène vers le village. Trente kilomètres de routes de montagne où poussent les olives, les oranges et les citrons. Si les olives servent d'huile depuis l'antiquité, les agrumes, à portée de la main dans leur feuillage, sont au menu du jour pour le dessert. Les amandiers font des fleurs roses et, par ricochet de lumière, le métal du ciel en est plus tendre.

La vieille voiture jaune nous dépasse chez Abou Youssef ; un type arabe comme au cinéma, fier et sérieux, la peau du visage parcheminée par le soleil et par le temps. Des yeux comme aucune pellicule ne peut les retenir, qui brillent même et surtout lorsqu'il fait nuit. Il est bourru et me regarde à peine. Plus tard j'apprends que c'est parce qu'il est très gêné. Et moi, au fil des jours, je découvre que c'est un peuple de grands sensibles, et qu'ici, les émotions sont au cœur du quotidien. Elles sont l'air qu'on apprend à respirer, avec toutes ses petites poussières...

Abou Youssef fait chauffer le poêle au mazout qui meuble un coin de la salle commune. Dans la maison, tout est ouvert malgré le petit quatre ou cinq degrés de centigrade qu'il fait. Je sens qu'on chauffe pour moi et j'ai un peu honte d'en avoir trop et honte aussi de ne pas en faire assez. Ça sent bon ; Oum Youssef cuisine et bientôt elle apporte les plats et les pose sur une petite table basse près du poêle. On dîne, comme il se fait ici, à trois heures, en plein milieu de mon concept d'après-midi. Il y a des choux-fleurs cuits au wok (on l'utilisait ici bien avant que La Baie en fasse la promotion). Les légumes blancs sont bronzés à l'huile et abondamment assaisonnés d'ail et du jus des citrons d'Abou Youssef.

On a aussi des oeufs aux patates et des épinards à l'huile.

Tout est entièrement produit autour de la maison. Le pain se réchauffe sur le poêle et sent bon. Chacun pige dans les plats avec des bouts de pain déchirés qui servent d'ustensile. Le repas s'avale rapidement sans parler. C'est au thé que le temps se prend. Puis le soleil va dormir avant tout le monde. Ce ne doit pas être l'heure des poules puisqu'elles continuent de jaboter plein leur bec à l'extérieur.

On dégage l'écran de télé du voile de tulle qui la protège et tous les regards se tournent vers ELLE. Les femmes parlent un peu mais se taisent rapidement et les hommes regardent les images défiler. C'est bien partout pareil que je me dis. Il n'y en a que pour ELLE. On présente une émission sur le modernisme à Oman et une autre sur les tomates de serre.

Puis, soudain, tout s'éteint, tout. Comme c'est la campagne, c'est vraiment très noir. Pas de lampadaire, pas de lune non plus. Il va encore pleuvoir demain. Oum Youssef craque une allumette et fait luire quelques bougies. Magie, la lumière est faible mais les yeux brillent. Pas de plainte, pas d'interrogation, la panne. Tous les soirs à la même heure, c'est la même chose. Faible « hydraulique », mais ignore le prix des factures et ce qu'elles coûteront dans deux ans.

Le père est assis près du poêle à mazout. Il a retiré ses chaussures et ses pieds reposent sur les peaux de deux chèvres. Il a les cheveux encore très noirs malgré son âge et porte au cou le keffiyeh blanc et noir de la Palestine. Il n'y a que ses doigts qui bougent faisant courir les grains du chapelet musulman. La conversation va commencer. Comme je suis l'invitée, c'est à moi qu'on pose les questions, mais très vite on m'oublie.

« Quand tu as été malade, j'ai pleuré », dit Abou Youssef à sa femme.

« J'étais tellement heureuse de vous avoir tous autour de moi », répond Oum Youssef à son mari.

Et, cette mère de huit enfants, devenus adultes maintenant, a le sourire et les pommettes rouges d'une toute petite fille au temps de la pudeur ; un sourire qu'elle montre à toute l'assemblée puis qu'elle cache timidement en baissant la tête. Abou Youssef ne la regarde pas, ne bouge pas non plus. Il n'y a que le chapelet qui tourne plus vite entre ses doigts. Puis il reprend la parole.

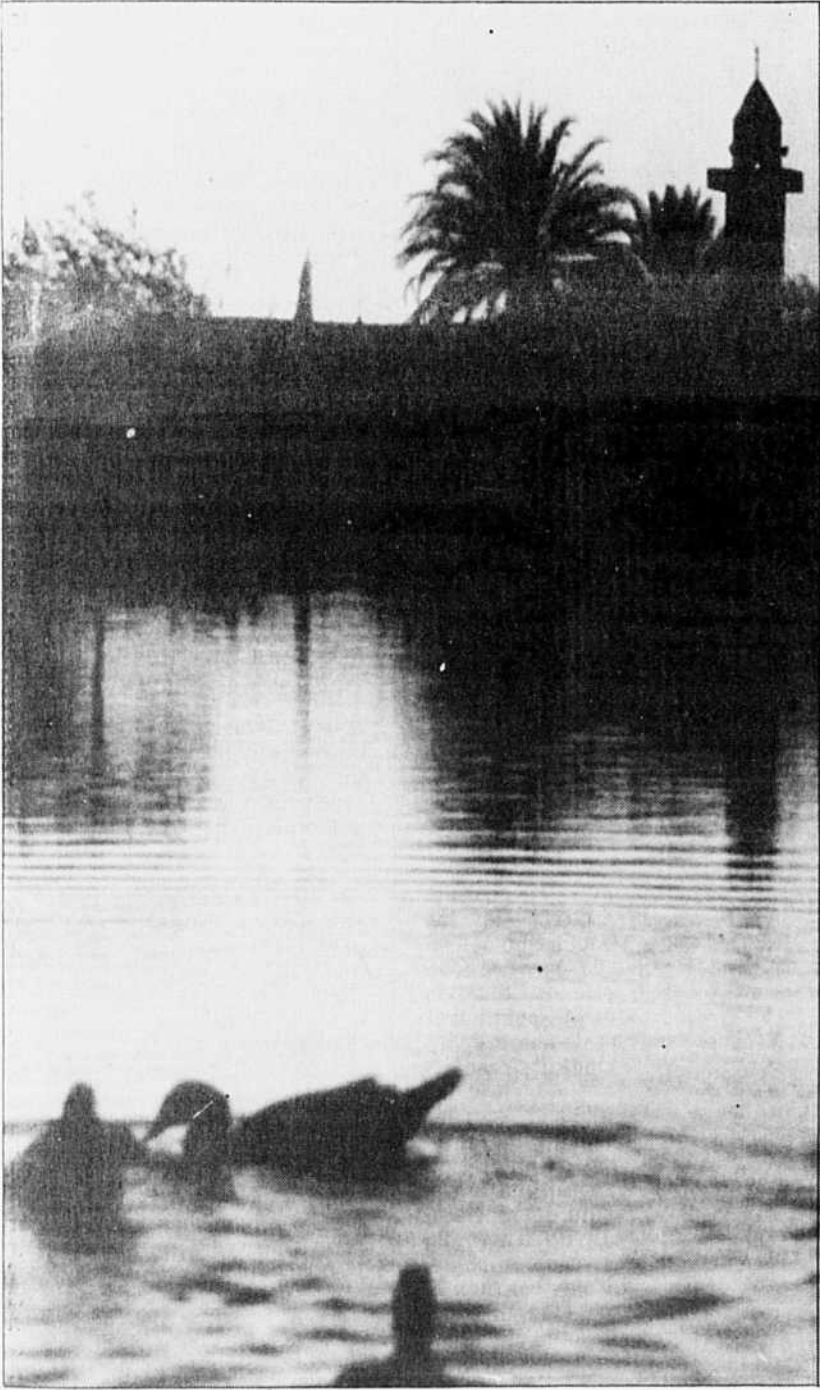
« Je savais que je t'aimais mais, de te voir malade, je l'ai su d'avantage ». Puis il rit à son tour.

« Je sais que tu m'aimes depuis longtemps ».

Les enfants qui ne sont plus des enfants sont gênés de cette conversation et ils rient aussi en se tordant un peu sur les fauteuils. Ils sont contents.

Et puis, la conversation oblique vers les souvenirs de guerre d'Abou Youssef. Tout se passe avant même la naissance de Youssef, le plus vieux des fils ; avant que le père ne s'appelle Abou Youssef, le père de Youssef. C'était en 1948 alors que les Arabes se battent contre Israël. Avec un visage ravi, il raconte comment les Allemands venaient leur enseigner à faire la guerre aux Juifs. Mais, dit-il, les Allemands nous trouvaient trop paresseux alors ils sont repartis. Tout le monde rigole et Abou Youssef reste rêveur, la bouche en sourire, un temps, avant de repartir chercher d'autres souvenirs à nous raconter.

L'histoire se termine juste au moment où l'électricité revient. Rideau ! mais de lumière. La télévision s'allume et la conversation s'éteint... jusqu'à demain.



Et puis soudain, tout s'éteint.

REPLIQUE

J. LAMORMATAN

Étant atteint du sida, l'auteur emploie ici un pseudonyme

Pour une personne atteinte du VIH, la lecture du DEVOIR a quelque chose d'apaisant : la question du sida y est en général traitée avec retenue et il s'épargne ainsi de lire les préjugés souvent cruels que les journaux propagent allégrement. Du moins jusqu'à récemment, car je ne suis pas sûr que le compte rendu par François Brousseau de l'ouvrage *La mythe du sida hétérosexuel* écrit par Michael Fumento ne soit pas formidablement pernicieux.

J'avais déjà entendu parler de ce livre lors d'une émission d'information américaine. Fumento était interrogé par des journalistes et l'un d'eux lui demanda si, selon lui, il devait dire à son jeune fils de vivre sa sexualité sans précaution. Fumento pris de court balbutia et s'empêtra pour laisser le journaliste conclure : « Don't listen to that guy ». Je n'aurais jamais cru alors que l'on puisse

dire, comme le fait Brousseau, qu'il s'agisse d'un « livre iconoclaste et fondamental ».

Les conclusions de cet ouvrage sont grossièrement celles d'un homme, hétérosexuel, blanc, de classe moyenne, disant à ses semblables que le sida est la maladie des autres : c'est-à-dire celle des homosexuels avant tout, des Noirs, des Hispaniques, des pauvres et des drogués. Évidemment, lorsqu'on réduit le sida à des statistiques et que l'on constate qu'il n'entraînera probablement pas la fin du monde, surtout celui de l'hétérosexuel blanc, n'importe quel idiot peut crier au mythe, sinon à un grand mythe des temps modernes, comme le fait complaisamment M. Brousseau.

Et puis, s'il y a quelques accrocs dans les statistiques, dont quelques femmes et quelques enfants (ces éternels oubliés du sida), il y a surtout plusieurs menteurs, car M. Brousseau a pris soin de faire ressortir de ce livre l'affirmation selon laquelle la sodomie et l'utilisation des drogues sont pratiquement les seuls moyens de transmission du VIH quoi qu'en disent les personnes atteintes. Mais lorsqu'on assoie son argumentation sur le mensonge des individus

consultés, on n'est pas très loin d'une dangereuse subjectivité et ce que l'on appelle la dénonciation d'un mythe est en fait la perpétuation d'un autre, qui existe depuis l'apparition de cette maladie, celui de dire aux personnes atteintes qu'elles ne sont pas victimes d'un virus mais coupables de leur état, lorsque ce n'est pas d'un crime ou d'un péché.

Puis à travers les chiffres et cette logique bien pensante, il est réconfortant d'oublier ce que cette épidémie propage : les carrières gâchées, l'isolement dans un univers morbide, la dépression, les souffrances qu'occasionnent les infections opportunistes et une mort qui finit par être perçue comme une délivrance. C'est à cela, et non à un mythe, que la recherche et la prévention s'attaquent. Et c'est pourquoi les analyses épidémiologiques qui tendent à être moins pessimistes, et que l'on publie dans les journaux, contrairement à ce qu'affirme M. Brousseau, devraient être considérées comme de bonnes nouvelles et non des arguments-massue pour consolider la très réelle discrimination des victimes du VIH.

Enfin, lorsque Fumento insinue que les fonds de recherche sont du

gaspillage parce que la maladie n'est pas si répandue, et qu'en même temps il évoque le supposé pouvoir de puissants lobbies (bien qu'on imagine mal les gouvernements de Reagan et de Bush comme ceux d'ici être très attentifs aux homosexuels), il ne fait qu'utiliser à ses fins la mesquinerie et le peu d'humanisme que la maladie suscite et qui rendent précisément nécessaire l'artifice du lobbying.

Loin d'être iconoclaste, ce livre cynique perpétue une conscience tranquille tout en parasitant le malheur des autres pour s'assurer un succès de librairie. Quant à M. Brousseau, il a peut-être trouvé une argumentation pour croire qu'il peut laisser les condoms de côté (un des « nobles » objectifs sous-entendus de ce livre), mais il vient du même coup de faire entrer LE DEVOIR dans le club pas très sélect des journaux qui, pour une personne atteinte, font mal à lire.

Le sida est une tragédie comme toutes les maladies mortelles, et pour l'entourage d'une victime, il est un grand test d'humanité. Le but du livre de Michael Fumento était de

s'attaquer à la falsification des statistiques et au fantastique empiètement de l'idéologie sur la science, auquel tout le débat sur cette maladie a donné lieu.

Ni cynique ni insensible, l'auteur écrit que le sida « a fait ressortir le meilleur comme le pire de l'être humain ». Le meilleur se manifestant, écrit-il dans sa conclusion, dans le rapport des malheureux atteints du sida, avec leurs proches qui ne jugent pas et qui réconfortent du mieux qu'ils peuvent.

Dire que le sida généralisé est un mythe, c'est automatiquement s'exposer à des critiques du genre : « Voilà un exemple caractérisé d'homophobie, typique de la majorité bien pensante ». Rechercher, dans une démarche épidémiologique rigoureuse, les vraies voies de la propagation d'un virus peut facilement — quand il s'agit du sida — être interprété comme de la chasse aux sorcières homosexuelles.

Et pourtant, Michael Fumento y insiste, il ne s'agit pas de cela du tout. D'un côté comme de l'autre, le glissement du débat scientifique vers l'idéologie est difficile à éviter. Cela ne veut pas dire que ce glissement soit inévitable. Au contraire : Mi-

chael Fumento — que je défends parce qu'il a écrit des choses vraies et largement taboues — en est d'après moi un exemple.

Ma recension aurait cependant dû préciser que son livre n'a pas du tout le ton cynique, homophobe et triomphant que notre correspondant lui soupçonne. Fumento est en effet mordant, mais il l'est à l'égard des idéologues et des leaders d'opinion qui ont trompé la population, quels que soient leurs mobiles. Si le ton laudateur de ma recension a personnellement blessé M. Lamormatan, j'en suis sincèrement peiné.

Constater que le sida s'est surtout attaqué aux paumés, aux minoritaires sexuels et aux laissés-pour-compte, ce n'est pas s'en réjouir, et porter automatiquement aux nues « le modèle bourgeois de la classe moyenne blanche nord-américaine ». C'est tout simplement reconnaître, pour commencer, les choses telles qu'elles sont.

À terme, la lutte à l'injustice et aux préjugés humains ne gagne absolument rien — comme on a voulu le faire dans cette histoire — à passer par un maquillage préalable de la réalité physique.

— François Brousseau

Le sida progresserait chez les hétérosexuels

GENEVE (AFP) — Les hétérosexuels sont de plus en plus atteints par le sida en Europe et constituent désormais près de 10 % des quelque 35 000 malades enregistrés depuis la découverte de cette maladie en 1980, indique une étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur le SIDA en Europe.

Analysant l'évolution de la maladie, l'OMS note qu'en 1987 les hétérosexuels touchés par cette maladie ne constituaient que six pour cent des malades. Depuis, cette proportion a régulièrement progressé de un pour cent par an et approche les 10 % de malades. Parmi les sidéens hétérosexuels on trouve une forte proportion de toxicomanes, note

l'OMS.

La Suisse compte actuellement le plus grand nombre de malades par million d'habitants avec 190 personnes devant la France (173), l'Espagne (135), le Danemark (112), l'Italie (105), le Luxembourg (105), les Pays-Bas (79), l'Allemagne de l'ouest (75), la Belgique (65), le Luxembourg (65) et la Grande-Bretagne (55).

En Europe de l'Est, le nombre de cas par million d'habitants ne dépasse pas six à l'exception de la Roumanie où ce taux est de 20, en raison notamment de l'importance du sida pédiatrique découvert depuis la chute du régime Ceausescu.

Aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, au Danemark, en Suède, en Al-

lemagne de l'ouest et en Norvège, 70 % des sidéens sont des homosexuels ou des bisexuels, indique l'étude.

En Italie et en Espagne, respectivement 66 % et 63 % des sidéens sont toxicomanes. Soixante-dix pour cent des 819 cas pédiatriques sont enregistrés en France, en Italie et en Espagne. La transmission mère-enfant représente le principal mode de contamination et dans ce groupe 47 % des mères étaient toxicomanes.

L'OMS indique qu'au 31 décembre 1989, 726 cas de sida dus à des transfusions de sang ont été enregistrés en Europe. Plus de la moitié des malades par transfusion sont âgés de 50 ans ou plus. Cette transmission con-

cerne plus les hommes que les femmes. Les enfants de moins de 13 ans constituent sept pour cent de ces cas.

Jusqu'en 1984, le nombre de cas de sida ayant pour origine une transfusion a connu une progression régulière avant de diminuer depuis 1986. Toutefois, malgré les contrôles renforcés, on ne peut pas encore déterminer, en raison des délais de déclaration de la maladie, s'il existe une diminution significative de ces cas, constate l'OMS.

L'organisation souligne en effet que les durées d'incubation observées entre la transfusion et le diagnostic de la maladie vont de deux mois à 11 ans avec une moyenne de 49,6 mois (un peu plus de quatre ans).



Jean-Luc
DUGUAY
▲ Hors-jeu

Vue sur le court

ELLE est australienne, âgée de 29 ans et célibataire. On l'a vue en 1988 sur le court central de Flinders Park, le théâtre des Internationaux de son pays à Melbourne, lors du match inaugural de ce superbe stade de tennis. L'année suivante, elle a participé à la demi-finale au même endroit. Elle a aussi fait les frais d'une finale de la Coupe Fédération. En juillet de cette année, elle se trouvait à Wimbledon. Cette semaine, elle est à Montréal pour le Challenge Player's, après quoi elle s'envolera pour la Californie. Au total, elle se sera inscrite à 10 tournois en 1990, de mai à novembre.

Vingt-neuf ans... Pour une tennismen, n'est-ce pas le commencement de la fin ? Notre Australienne n'en croit rien. Elle pense au contraire que ses meilleures années l'attendent. Et caresse un rêve : la finale des Internationaux d'Australie. À 30 ans ? Pourquoi pas ? À 35, à 40, si vous voulez... L'âge ne peut rien contre la passion et la détermination.

Serait-ce que la belle Aussie déraile quelque peu ? Rien de nouveau dans son cas. Voyez plutôt. Jeune, elle joue au tennis. Plutôt mal, merci. Si mal qu'elle se fait institutrice. Elle enseigne l'économie, la politique et le droit à des adolescents. Jusqu'au jour où elle en a marre. Le tennis, voyez-vous, continue d'obséder cette piètre joueuse. Elle suit donc des cours et gravit les échelons un à un. En 1982, elle participe à des tournois mineurs ; sept ans plus tard, elle se retrouve en demi-finale sur le court central de Flinders Park.

Si vous croyez que la vie sur le circuit n'est que glamour, détrompez-vous. Pour sa participation au Challenge Player's, elle a touché 900 \$ environ. Elle ne se plaint pas, elle trouve même que c'est beaucoup. Pas trop, mais mieux qu'ailleurs. Il est vrai qu'il lui faut payer l'avion, les repas, l'hôtel. Mais quand on a l'enthousiasme de ses 29 ans, on vit son rêve au jour le jour. Et l'on sourit, comme elle le fait toujours, sauf sur le court.

Car au travail, elle a l'air sérieuse d'un rénovateur de tableaux qui met la dernière touche au sourire de la Joconde. Dès qu'elle met le pied sur le terrain, elle n'a qu'un but : contrôler le match dans tous ses aspects. Elle n'entend pas à rire. Ce qui ne l'empêche pas de garder son calme. Elle n'est surtout pas la John McEnroe du tennis féminin. Elle fait passer ses messages, certes, mais calmement, sans éclats de voix, sans crises de nerfs.

Mais 900 \$ par tournoi, avant dépenses, n'est-ce pas décourageant ? Pas du tout, dit-elle. Il ne reste rien mais quand on adore voyager, échanger, découvrir des villes... L'an prochain, sa saison sera plus longue : de février à novembre. Le tennis, la vie du tennis, ces valises qu'on ne défait qu'à moitié, ce mauvais restaurant que l'on vous a recommandé, ce sentiment d'appartenir à un groupe à part, agissent sur elle comme une drogue. Elle a atteint le stade de l'accoutumance, notre Australienne, il lui faut son injection hebdomadaire.

Et il y a son rêve qui ne la lâche pas : les Internationaux d'Australie. Elle s'imaginer sur le court central, devant les caméras de la télévision, en finale d'un tournoi du Grand Chelem. Elle aura peut-être 35 ans alors. Mais ce sera le jour de sa vie, quand elle prendra place sur la chaise de l'arbitre.

J'avais oublié de vous dire : Carolyn Walker — car c'est son nom — joue toujours aussi mal au tennis. Mais comme elle rêvait du court central, elle a décidé d'y accéder en se juchant sur la plus haute chaise. De là, elle a une vue imprenable sur le match. Elles sont une dizaine de femmes seulement à parcourir le monde de cette façon. J'ai cru qu'il convenait de saluer, à travers l'une d'elles, les femmes arbitres itinérantes du tennis. À Montréal, elles s'appellent Donna Ring, Pam Reisch, Betty Birmingham, Anita Shukow, Joan Vormbaum, Jane Tabor, Fran McDowell et, bien sûr, Carolyn Walker.

Le Canada renforce sa collaboration avec la Chine

OTTAWA (PC et AFP) — Le gouvernement canadien a annoncé hier qu'il consacrerait 26,5 millions \$ au cours des huit prochaines années au renforcement de sa collaboration avec la Chine dans les secteurs pétroliers et gaziers.

Dans le cadre de ce projet financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), un consortium de compagnies privées canadiennes aidera les centres de formation et de recherche de l'Etat chinois à intégrer et à utiliser des techniques améliorées d'exploration et d'exploitation du gaz et du pétrole. L'équipement nécessaire à la formation des Chinois coûtera 7,8 millions \$.

Le programme prévoit également de former jusqu'à 5000 spécialistes chinois, en Chine et au Canada, ainsi que la fourniture d'équipements.

Selon l'ACDI, ce programme est conforme aux critères adoptés en juin 1989 par le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, Joe Clark, pour ses relations avec Pékin, après les massacres de la place Tian An Men.

M. Clark avait alors indiqué que le Canada désirait poursuivre son aide aux Chinois, sans toutefois encourager les relations avec Pékin.

Ottawa a aussi annoncé, hier, que l'ACDI financerait des projets en Equateur pour une somme totale de 19,5 millions \$. Une bonne part de cette somme servira à acheter des produits canadiens, comme du blé, de l'équipement pétrolier et de télécommunication.

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ Moscou

L'URSS avait annoncé jeudi la suspension de ses livraisons d'équipement militaire à l'Irak, dont l'armée est équipée à 80 % d'armements soviétiques.

Chevardnadze a souligné que cela n'avait pas été facile pour Moscou de condamner Bagdad, à cause des « bonnes relations » entre l'URSS et l'Irak, scellées en 1972 par un traité d'amitié et de coopération.

« Malgré ces bonnes relations, nous avons été contraints de prendre de telles mesures à cause des événements du Koweït, conformément à la nouvelle politique soviétique et aux relations normales entre pays civilisés », a-t-il dit.

Il a annoncé que l'URSS demanderait à la Chine de se joindre à l'embargo international sur les armes à destination de l'Irak. L'agence TASS a rapporté hier que l'Irak devenait « une source permanente de tension ».

Baker, qui a écourté une visite en Mongolie pour faire une brève escale à Moscou avant de repartir pour Washington, a jugé significatif que les deux grandes puissances se soient mises d'accord sur une déclaration.

« Cela ne se serait peut-être pas passé ainsi il y a quelque temps, et nous aurions peut-être considéré cette affaire tragique à travers le prisme des relations Est-Ouest, a-t-il dit. Les mesures que nous avons prises vont bien au-delà de la simple rhétorique. Ce sont des mesures concrètes ».

Baker et Chevardnadze ont espéré que Bagdad assurerait la sécurité de leurs compatriotes en Irak et au Koweït. Sinon, ont-ils ajouté, cela aura « des conséquences très, très graves ».

Baker a cependant affirmé qu'il ne servait à rien de spéculer sur la possibilité d'une intervention militaire.

Chevardnadze a déclaré que Moscou n'envisageait pas d'intervention militaire dans le Golfe. À sa connaissance, a-t-il ajouté, les États-Unis, qui ont dépêché des navires de guerre vers le Golfe, n'ont pas non plus de tels projets.

Selon Chevardnadze, il y a environ 900 Soviétiques au Koweït et 7000 à 8000 en Irak. Il y aurait d'autre part 3800 Américains au Koweït, d'après des chiffres américains.

Par ailleurs, l'Irak a annoncé son intention de commencer à retirer ses troupes du Koweït dimanche, mais a exclu un retour au pouvoir de l'émir et de la famille royale.

Les troupes irakiennes commenceront à se retirer si aucune menace ne pèse sur la sécurité du Koweït et de l'Irak, a déclaré hier soir un porte-parole du Conseil de commandement de la révolution irakien.

Chevrette réclame une commission parlementaire sur les autochtones

QUÉBEC (PC) — Le leader parlementaire du Parti québécois Guy Chevrette réclame la convocation dans les plus brefs délais de la Commission parlementaire des institutions afin de permettre aux parties impliquées dans la crise autochtone de s'exprimer et d'ébaucher des éléments de solution.

Dans un entretien téléphonique hier avec la Presse Canadienne, M. Chevrette a par ailleurs dénoncé l'attitude du premier ministre Robert Bourassa, « qui continue de gérer une crise plutôt que d'essayer de l'éviter, selon son habitude qu'on a si bien connue entre 1970 et 1976 ».

Le Parlement demeure un instrument valable qu'il faut utiliser et, à cet égard, le leader parlementaire de l'opposition trouve qu'à Ottawa, par exemple, le comité du Sénat sur les peuples autochtones tient présentement des audiences publiques.

M. Chevrette a dit que « c'est indécent » de n'avoir rien fait au cours des trois premières semaines de la crise. « Ça démontre bien l'incapacité de gouverner de M. Bourassa et sa propension à laisser pourrir les crises avant d'agir ».

Le député de Joliette a ajouté que tout ce que le premier ministre Bourassa touche « tourne au ridicule ».

◆ Ryan

Jour aux évacués d'Oka demeurant avec des parents ou des amis, la note d'hôtel pour ceux y demeurant, ou jusqu'à 150 \$ par famille par jour pour ceux demeurant ailleurs, a fait savoir M. Ryan. Il a ajouté que chaque personne recevrait 33 \$ par jour pour ses repas.

En outre, les agriculteurs de la municipalité recevront une compensation pour leurs récoltes de pommes et de fraises pourries dans les champs, à la suite du manque d'ouvriers pour les cueillir.

Mais Yvon St-Jacques, un citoyen d'Oka, n'a pas provoqué qu'un haussement d'épaules et un signe négatif de la tête de la part de M. Ryan lorsqu'il a demandé s'il recevrait une compensation pour « le stress subi en demeurant prisonnier dans la municipalité ».

M. St-Jacques, un travailleur de l'automobile, a expliqué qu'il est « très stressant d'avoir constamment à franchir les barricades de surveillance de la police ».

Quand on lui a demandé quelles compensations recevraient les résidents de Châteauguay qui ont dû être aussi évacués, M. Ryan a répondu qu'en principe, les mêmes compensations leurs seraient offertes. Mais, a ajouté le ministre, le gouvernement ne remboursera pas les habitants de Châteauguay pour ce qu'il leur en a coûté de plus en essence pour se rendre à Montréal et revenir.

Il y a deux ans, Oka avait demandé d'avoir son propre poste de la Sûreté du Québec, pour ne pas dépendre du poste de Saint-Eustache. En annonçant qu'Oka aura son poste permanent, M. Ryan a précisé que cette décision n'avait aucun lien avec le présent affrontement armé.

◆ Barrages

contrés vers cinq heures, hier matin, à la gare du train de Saint-Isidore, près de Châteauguay.

Ils ont pendu cette fois une effigie du premier ministre Robert Bourassa sur leur route, et s'étaient également donné rendez-vous pour exprimer de plus belle leur frustration hier soir, sur les barricades policières qui font face à celles des Mohawks, dans la ville de Châteauguay. Leurs manifestations sur les routes de la Rive-Sud pourraient se poursuivre aujourd'hui.

« Je ne m'élèverai jamais contre les manifestations de ma population, a déclaré pour sa part le maire Jean-Bosco Bourcier, au sortir d'une rencontre de mise au point avec les 11 maires de la Municipalité régionale de comté de Roussillon, affectée par le conflit. Il faut que les Mohawks comprennent que la population de Châteauguay n'est pas satisfaite de ces barricades. Les barrages routiers, c'est une façon de dire à toute la population du Québec que le problème les touche aussi. Nous ne voulons plus voir les Warriors. Ils doivent quitter les barricades, tout le monde s'entend pour dire qu'ils n'ont plus rien à faire ici ».

Les onze maires de la MRC de Roussillon rencontraient à ce sujet hier le ministre de la Sécurité publique, M. Sam Elkas, et le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, M. André Bourbeau, à Delson, aux bureaux du préfet de la MRC, M. Georges Gagné. Les ministres n'ont fait aucune déclaration quant à un dénouement imminent à la crise, mais le préfet de la MRC a réclamé une rencontre des citoyens avec le premier ministre du Québec Robert Bourassa.

« La rencontre d'aujourd'hui a été assez positive. Nous avons soumis aux ministres la nécessité d'accélérer le prolongement de l'autoroute 30 et de faciliter l'accès au train de Saint-Isidore », poursuit M. Bourcier.

M. Bourcier semblait par ailleurs peu satisfait de l'annonce du ministre de l'Éducation, Claude Ryan, d'un dédommagement possible pour les citoyens et des commerces d'Oka et de Châteauguay affectés par la crise.

« Nous ne serons satisfaits des dédommagements que lorsque les of-

fres monétaires seront sur la table. Nous vivons présentement une situation de crise inégalée, qui pourrait avoir des conséquences à long terme pour toute l'économie de la région. Je ne sais pas comment le gouvernement pourrait faire face à cette situation ».

M. Bourcier s'est dit d'ailleurs inquiet de la lenteur des négociations entre les Mohawks et le gouvernement du Québec.

« Le gouvernement ne semblait manifestement pas posséder toutes les cartes pour mener à terme les négociations entamées avec les Mohawks, et la pierre d'achoppement entre les parties pourrait être purement et simplement une question d'argent ».

« Nous croyons qu'on nous cache peut-être quelque chose, qu'il n'y pas de raison logique à ce que les négociations soient si laborieuses » a-t-il conclu.

◆ Fleuve

qui m'impressionnera toujours. Alors j'ouvre et je bascule dans l'univers magique et clair qui m'est révélé sans protection maintenant que mon père vient d'arracher le châssis double de ma fenêtre. C'est l'été...

Peu de temps après, une forte odeur m'emplit les narines, celle du fumier de poule qu'on applique généreusement pour nourrir les fleurs que nous mettons en terre. Celles qui prendront la place des perce-neige, des crocus et des tulipes. J'aime avoir les genoux quadrillés par les brindilles de gazon et les mains noires de terre. Chez nous, le terrain n'est qu'une palette sur laquelle mes parents trempent le pinceau de leur imagination. Le seul règlement du jardinage est de ne pas étouffer les racines et les tiges d'o combien fragiles de toutes petites fleurs aux pétales recroquevillés de peur. Mais elles seront protégées par les feuilles des iris, des glaïeuls et des pivoines déjà en place. Je sais qu'ici, il y aura les pivoines. J'aime les pivoines. Sauf une. Celle que je voulais respirer à plein cœur et qui a défendu son parfum en m'expédiant une fourmi dans le nez. J'aime quand même nourrir toutes les fleurs avec le gros arrosoir métallique à la pomme généreuse qui abreuve parfois le sol en mélangeant son eau à un petit arc-en-ciel... Que j'aime ces lundis-là...

Mardi

L'air de Saint-Lambert sent l'algue. Ma maison n'est pas très loin du fleuve et quand je peux j'y vais. Pour me baigner. Nous avons une plage dont le fond est rempli de sable, de vase et de roches. Une plage ceinturée de billots gluants, entourés d'écume. Je n'aime pas tellement me baigner à la plage. Je n'ai pas de caoutchoucs blancs pour me protéger les pieds. J'ai les cheveux très longs et je déteste que le sable s'y enroule. Je sais aussi, pour en avoir péché, qu'il y a des barbottes et des crapets, et pour en avoir vu agoniser ou mortes sur les rives, des anguilles. Si je n'aime pas m'y baigner, j'aime le fleuve. Ce mardi-là, je m'assois sur ses rives pendant des heures à l'écouter me clapoter ses secrets. C'est une longue histoire d'amour entre lui et moi. Il est la veine de mon enfance.

Mercredi

Quand je laisse le fleuve vaguer librement à ses occupations, moi j'ai le miennes. Je vais à l'OTJ. Tous les matins de soleil. Les matins de pluie, je n'y vais pas. À l'OTJ, il n'y a ni fleurs, ni fleuve. Mais il y a les arbres, l'herbe mal tondue, le gravier gris et crissant du terrain de baseball, les jeux et... le laitier. Il vient nous porter des demiards de lait au chocolat. C'est la seconde merveille du matin après le soleil. Le laitier nous tend chacun notre demiard de verre ruisselant, fraîchement sorti de la glace. Je commence par me le rouler sur le front, puis sur les joues. Comme un chaton j'en renifle le bouchon puis le lèche avant de me résigner à soulever la languette qui protège le petit trou dans lequel j'introduis ma paille. Je bois lentement. J'aime sentir, goûter, claquer de la

langue et avaler mon lait crémeux. Le lait au chocolat de l'OTJ, c'est mon soleil intérieur. J'aime ces mercredis-là...

Jeudi

Je cours tout le temps de la maison au parc. Du parc au fleuve. Du fleuve aux marécages pour y humer l'eau qui sent le fromage Oka oublié. Écouter les grenouilles et les ouaouarons. Prés de cette presque jungle je rencontre d'autres aventuriers et nous faisons parfois la guerre. Une guerre épouvantable à grand coup de quenouilles qui s'achève toujours par la chute extraordinaire du chanvre en neige qui colore le ciel de blanc. Nous offrons notre visage à ces moelleux flocons qui nous chatouillent les narines et se collent à nos cheveux et à nos vêtements. J'aime ce jeudis-là...

Vendredi

Les jours de pluie, je joue avec Lucie. Son cœur est malade et elle ne peut courir. Alors nous dessinons ou jouons à d'autres jeux tranquilles. C'est mon amie de pluie. Elle sera aussi mon amie de chagrin parce que le jour où elle a été guérie, elle est morte sous les roues du tramway. Maintenant qu'elle est partie, la pluie ne fait plus de musique sur la vitre. Elle se contente de frapper... Je n'aime plus ces vendredis-là...

Samedi

Et voilà que boum ! On enterme mon étang, ses quenouilles, ses grenouilles et ses ouaouarons. Une explosion à mis fin à nos guerres. Des maisons, un parc et une piscine remplaceront notre jungle.

Et voilà que boum ! Mon fleuve explose en mille gouttes et le cœur me lézarde comme le plâtre des maisons. Je cours, je cours le plus près possible de lui et je réussis à m'en approcher que pour marcher sur des rives neuves, toutes de gravier, sans mousse. C'est comme si je voyais les anguilles devenir des lacets.

J'entre à la maison, le cœur barbouillé par les couleurs du coucher de soleil que j'ai regardé à travers

une clôture Frost. Un coucher de soleil silencieux que n'accompagnerait plus ni les ouaouarons, ni les coulis coulis de mon fleuve. Les annuelles ont été arrachées. Les arbustes protégés.

J'ai dormi sans rêver à mon volier et j'ai été réveillée par des coups secs et rapides suivis de trois coups saccadés et espacés. Je n'ai pas ouvert le rideau, mais j'ai entendu le son de mes oiseaux s'assourdir. Le parfum des fleurs a cessé d'entrer par la fenêtre. Je ne suis plus sans méfiance. Rien ne sera plus comme hier.

Je viens de pénétrer dans un univers sans sons et sans couleurs...

4 août

par la PC et l'AP

1986: les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole renoncent à la guerre des prix, engagée en décembre 1985.

1978: à Eastman, au Québec, 43 personnes meurent quand un autobus plonge dans le lac d'Argent, Molson rachète le Canadien de Montréal.

1972: ouverture des deuxièmes Jeux d'été du Québec à Chicoutimi.

1971: la cabine spatiale américaine Apollo XV reprend le chemin de la Terre après une mission d'exploration lunaire de six jours.

1944: la Gestapo arrête Anne Frank, une jeune juive hollandaise de 14 ans, et six autres juifs dans leur cachette, à Amsterdam.

1916: le Danemark vend les Iles Vierges aux États-Unis pour 25 millions \$.

1914: la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne: les États-Unis se déclarent neutres.

Ils sont nés un 4 août: la reine mère Elisabeth d'Angleterre (1900); Maurice Richard, ex-joueur de hockey du Canadien (1921).

PROBLÈME DE DROGUE?

NOUS POUVONS T'AJDER

APPELLE: NARCOTIQUES ANONYMES

514-939-3092